

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



MINISTERE DU BUDGET
DIRECTION NATIONALE DU BUDGET

**RAPPORT ANNUEL SUR L'EXECUTION DU
BUDGET DE L'ETAT
EXERCICE 2020**

Mai 2021



« L'objectif de notre politique est de poursuivre l'œuvre de transformation de la vie des Guinéens, notamment celle des jeunes et des femmes. Depuis 2010, notre gouvernance a radicalement amélioré le cadre macro économique national, en rétablissant les grands équilibres économiques, en réduisant le taux d'inflation de 21 à 8%. Notre politique a ensuite consisté à maîtriser le déficit budgétaire, à soutenir le taux de couverture des importations de la Banque centrale qui était à peine d'un mois en 2010. La Guinée a rétabli le climat de confiance avec le FMI et la Banque mondiale depuis 2012, avec l'accès au programme PPTE (Pays pauvres très endettés). Nous avons conclu des grands projets comme l'accord cadre de 20 milliards de dollars avec la Chine pour investir dans les secteurs vitaux de notre économie comme la construction des routes, l'assainissement et la réhabilitation des voiries urbaines. L'accord sur les 21 milliards du groupe consultatif de Paris 2016-2020, dont la moitié des ressources a déjà été décaissée pour 2019, est également un signal positif de nos partenaires techniques et financiers à notre égard.

Notre croissance économique de plus de 6% est au dessus de la moyenne de la région.

Pour intensifier la fourniture d'électricité à tous les Guinéens, des mesures sont prises depuis 2010 pour accroître notre capacité énergétique avec le barrage de Kaleta 240 mégawatt en 2015, celui de Souapiti qui démarre en 2020 avec une capacité de 450 mégawatt suivi du barrage d'Amaria d'un potentiel de 300 mégawatt. Pour atteindre une capacité de 900 mégawatts en 2020. S'ajoute le barrage de Koukoutamba d'une capacité de 200 mégawatt.

Notre production agricole bénéficie aujourd'hui de 100.000 tonnes d'engrais contre 5.000 en 2010, pour soutenir un secteur qui évolue vers l'autosuffisance alimentaire. Aussi, plusieurs mesures de soutiens, techniques et financiers, ont été prises pour le monde agricole. Le soutien en matière d'intrants et d'équipements agricoles a permis de booster considérablement la production agricole vivrière entre 2011 à 2019. L'agriculture, est aujourd'hui un levier important pour le développement de la Guinée. Premier employeur, le secteur de l'agriculture joue un rôle clé dans la réduction de la pauvreté et le développement rural : il assure les revenus de 57 % des ménages ruraux et l'emploi de 52 % de la main-d'œuvre...».

Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée

(extrait du discours prononcé à l'occasion de sa présentation de vœux de nouvel an 2020, le 31 décembre 2019).

Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse est désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le public.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire et l'application de la Loi de finances de l'année 2020.

En application de l'article 19 du Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique (RGBCP), le Ministre du Budget a encadré l'exécution du budget de l'Etat de l'exercice 2020 par les actes suivants :

- La communication aux ordonnateurs du décret portant répartition des crédits au titre du budget de l'Etat ainsi que ses annexes,
- La mise en place des crédits budgétaires de l'exercice 2020 dans l'application Chaîne de dépenses conformément au décret de répartition des crédits ;
- La lettre circulaire rappelant les règles et modalités d'exécution du budget de l'Etat tant en recettes qu'en dépenses, aussi bien pour le budget général que pour le budget d'affectation spéciale ;
- Les arrêtés portant plan d'engagement annuel, séquencé par trimestre, et son actualisation pour le 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre, sur la base de l'exploitation des données de l'exécution tant en recettes qu'en dépenses, ainsi que sur les ressources et charges de financement ;
- Les décrets et arrêtés sanctionnant les mouvements de crédits à la demande des ordonnateurs principaux ;
- La préparation d'une loi de finances rectificative votée par l'Assemblée nationale en novembre 2020 pour refléter les différents ajustements budgétaires, en vue de maintenir l'exécution budgétaire en conformité avec les objectifs budgétaires convenus dans le cadre du programme économique appuyé par la facilité élargie de crédit du Fonds monétaire international ;
- La régulation budgétaire renforcée au cours du dernier trimestre de l'année 2020 pour tenir compte des difficultés de mobilisation des recettes consécutives aux effets de la pandémie à Covid-19.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire et l'application de la Loi de finances de l'année 2020.

Globalement, l'exécution budgétaire à fin décembre y compris la période complémentaire, base encaissement et paiement, dégage un niveau de recettes et de dépenses inférieur à l'objectif annuel, en dépit de son ajustement légèrement à la baisse en loi de finances rectificative par rapport à la loi de finances initiale.

En effet, la prévision annuelle en LFI de 21 706,20 Mds a été ajustée à 21 066,97 Mds dans la LFR 2020. Ceci est dû d'une part, à la baisse des recettes et d'autre part, pour le respect des engagements pris auprès des partenaires techniques et financiers, notamment le FMI dans le cadre de la facilité élargie de crédits. Il a été exécuté au titre des recettes 17 826,59 Mds soit 84,62% (Cf. tableau n°4, données des régions financières). Dans cette mobilisation, les recettes fiscales se chiffrent à 16 188,74 Mds (90,81 %) dont 253,48 Mds correspondant à l'avance des 15% de recettes minières affectée au Budget d'affectation spéciale « Fonds National de Développement Local/ANAFIC » pour la finalisation des projets communautaires entamés en 2019 et 224,62 Mds transférés aux collectivités locales pour la réalisation des infrastructures prioritaires, 1 207,33 Mds pour les dons, legs et fonds de concours (6,77%) et les autres recettes pour 430,52 Mds soit 2,42%.

Comparées à l'exécution annuelle 2019 de 17 373,02 Mds soit 87,67%, les recettes à fin décembre 2020 se sont établies à 17 826,59 Mds (84,62%), soit un écart de 3,05 points.

Quant aux dépenses y compris FINEX, l'exécution se chiffre à 15 558,67 Mds soit 57,99% de l'objectif de la LFR 2020 (26 830,04 Mds), en raison de l'ajustement budgétaire nécessaire au maintien de la stabilité macroéconomique.

Les dépenses hors financement extérieur se chiffrent à 13 184,36 Mds contre une prévision à fin décembre de 22 300,04 Mds, soit 59,12%. Sur la même période en 2019, le taux d'exécution était de 99,77%.

Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures se situent à 2 374,32 Mds contre une prévision dans le budget révisé de 2020 de 6 842 Mds, soit un taux d'exécution de 34,70%.

Elles se décomposent comme suit :

- Projets financés par la coopération Guinée - UE 310,97 Mds
- Demandes de retraits de fonds enregistrées et traitées par la DNIP.....2 063,35 Mds

Comparés aux dépenses engagées, les paiements hors FINEX se situent à 65,34 %, largement inférieurs au niveau de fin décembre 2019 (90,40%) et 100,22 % par rapport aux dépenses ordonnancées (contre un niveau inférieur de 109 % en 2019).

Le solde de base à fin décembre 2020 s'est établi à -3 305,85 Mds contre une prévision de la LFR de - 2 765,84 Mds, soit -2,3 % par rapport au PIB .

TABLE DES MATIERES

RESUME EXECUTIF	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	6
LISTE DES TABLEAUX.....	7
LISTE DES GRAPHIQUES	7
INTRODUCTION	8
SOURCE : TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT, DECEMBRE 2020.	9
I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES	15
I.1-RAPPEL DES DISPOSITIONS FISCALES DE LA LFR 2020	15
I.2-ANALYSE DE L'EXECUTION GLOBALE DES RECETTES	15
I.2-1 Analyse de l'exécution par nature des recettes	17
Ainsi, sur le plan financier, ce sont environ 87% de l'avance reçue qui ont été transférés aux CLs pour la réalisation des infrastructures prioritaires, soit 224,62 Mds GNF.....	20
En termes d'exécution physique, sur les 791 infrastructures financées au compte du PAI 2019, plus de 95% sont achevées et fonctionnelles.....	20
I.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par régie	20
II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	27
II -1 SITUATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS	27
II-2 ANALYSE GLOBALE DES DEPENSES	30
II -2-1 MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE RIPOSTE A LA COVID-19.....	32
II -2-2 SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DU FONDS D'ENTRETIENS ROUTIERS	33
DEPENSES COURANTES	34
II-2-4 Situation des encours de paiement à fin décembre 2020.....	39
II.2.5 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés	40
II.2.5 Situation de l'exécution des dépenses des filets sociaux non productifs	42
III-SOLDE BUDGETAIRE	43
IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT	43
IV-1. SITUATION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT	43
IV-2. SITUATION DES CHARGES DE FINANCEMENT.....	43
V-CONCLUSION	45
ANNEXES	46

Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
ACCT	Agence comptable centrale du Trésor
ANAFIC	Agence nationale de financement des collectivités locales
ANIES	Agence nationale d'inclusion économique et sociale
CBG	Compagnie des bauxites de Guinée
C2D	Contrat de désendettement et de développement
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la transition
DeMPA	Debt management performance assessment
DGD	Direction Générale des douanes
DNB	Direction nationale du budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNIP	Direction nationale des investissements publics
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du budget
PACV	Programme d'appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d'appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Public investment management assessment (<i>Evaluation de la gestion des investissements publics</i>)
PNDES	Plan national de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l'énergie
RGGBCP	Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d'affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TPE	Très Petites Entreprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union Européenne

Liste des tableaux

Tableau 1: Exécution par grandes masses à fin décembre 2020 de la loi de finances rectificative en milliards de GNF	9
Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES au 31 décembre 2020 (en milliards de GNF)	12
Tableau 3: Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin décembre 2020 (en milliards de GNF) ..	14
Tableau 4: Exécution globale des recettes à fin décembre 2020 (en milliards de GNF)	16
Tableau 5: Exécution des recettes fiscales à fin décembre 2020 (en milliards de GNF).....	17
Tableau 6: Exécution globale des dons à fin décembre 2020 en milliards de GNF	18
Tableau 7: Exécution des Autres recettes à fin décembre 2020 en milliards de GNF.....	18
Tableau 8: Exécution des ressources transférées aux collectivités locales par l'ANAFIC	20
Tableau 9: Situation des recettes collectées par la DNI à fin décembre 2020 (en milliards de GNF).....	22
Tableau 10: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin décembre 2020 (en milliards de GNF)	24
Tableau 11: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin décembre 2020 (en milliards de GNF)	25
Tableau 12: Situation des mouvements de crédits à fin décembre 2020 après la LFR (en milliards de GNF) ..	28
Tableau 13: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX	30
Tableau 14: Exécution des projets FINEX à fin décembre 2020 (en milliards de GNF)	36
Tableau 15: Exécution des projets financés par l'Union Européenne au 31 décembre 2020 (en Euro).....	37
Tableau 16: Situation des restes à payer au 31 décembre 2020	39
Tableau 17: Situation des délégations de crédits de l'intérieur au 31 décembre 2020 (en milliards de GNF) ..	40
Tableau 18: Situation des délégations de crédits de l'extérieur au 31 décembre 2020 (en milliards de GNF) .	41
Tableau 19: Etat d'exécution des filets sociaux non productifs	42
Tableau 20: Situation des ressources et des charges de financement à fin décembre 2020	43
Tableau 21: Exécution globale/phase de la dépense et par administration à fin juin 2020 (en de milliards de gnf)	47
Tableau 22: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin décembre 2020	50
Tableau 23: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base paiement hors FINEX) à fin décembre 2020	53
Tableau 24: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures y c FINEX (base paiement) à fin décembre 2020	56
Tableau 25: Ventilation du budget en fonction des piliers du PNDES à fin décembre 2020 (en milliards de gnf)	59
Tableau 26: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivités) en de milliards de GNF.....	60
Tableau 27: Etat d'exécution des subventions et transferts (hors collectivités locales) en milliards de gnf	61
Tableau 28: Situation résumée des opérations budgétaires de l'Etat en milliards de GNF.....	64
Tableau 29: Exécution des Investissements par secteurs en milliards de GNF	66

Liste des graphiques

Figure 1: Analyse de l'exécution globale des recettes à fin décembre 2020	16
Figure 2: Analyse de l'exécution globale des recettes à fin décembre 2020	21
Figure 3: Analyse globale des dépenses à fin décembre 2020	31
Figure 4: Exécution des dépenses par titre base engagement et paiement à fin Décembre 2020	39

Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes, notamment l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux lois de finances et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget destinés à l'Assemblée Nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme des rentrées de recettes fiscales et autres recettes, ainsi que celui de consommation des crédits et des opérations de financement.

A cet effet, le ministère du budget s'est résolu, conformément à ses attributions, d'inscrire cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année ; et à l'Assemblée nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique, le bon emploi des fonds publics et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire et principaux résultats atteints

Les projections budgétaires initiales 2020 tablaient sur un taux de croissance du PIB de 5,6%, un taux d'inflation (moyenne annuelle) de 9,2%, un taux de change de 9 256 GNF pour 1 Dollar US et un taux de pression fiscale de 13,14% du PIB. En cohérence avec la politique monétaire, les objectifs de la politique budgétaire visent : (i) un déficit budgétaire de -3,4% du PIB, et un solde budgétaire de base de 0,63% du PIB ; (ii) un taux d'endettement raisonnable ne devant pas dépasser 33,9 % du PIB et le maintien du risque de surendettement à un niveau modéré dans le cadre d'une stratégie d'endettement de moyen terme ; (iii) un encadrement renforcé des recettes intérieures et (iv) une composition de la dépense en faveur des services de base et des investissements aptes à impulser la croissance.

Quant aux projections révisées, elles ont tablé sur un taux de croissance du PIB de 5,2%, un taux d'inflation (moyenne annuelle) de 9,7%, un taux de change de 9 790 GNF pour 1 Dollar US et un taux de pression fiscale de 12,52% du PIB.

A fin décembre 2020, les objectifs ajustés se sont établis à 5,2% pour le taux de croissance économique, 9,7% pour le taux d'inflation avec un taux de change moyen de 9 790 GNF pour un dollar US. Rapportées au PIB, les recettes fiscales ont représenté 11,31%.

La loi de Finances Rectificative 2020 a eu pour but de réviser les objectifs budgétaires fixés dans la loi de finances initiale suite à la déclaration du Premier Ministre, Chef du Gouvernement relative au plan de riposte économique à la crise sanitaire (COVID-19).

Pour faire face à cette situation sanitaire, ce plan de riposte économique a été élaboré par le Gouvernement en vue de soutenir notre économie et aider le secteur privé à absorber les chocs induits par cette crise sanitaire.

Au vu de ces mesures envisagées dans ce plan de riposte économique à la crise sanitaire et les résultats de l'exécution à fin juin, les projections budgétaires révisées pour 2020, tant au niveau des recettes, des dépenses ainsi que du financement sont bâties sur le maintien d'un taux de croissance économique de 5,2% du PIB, d'un taux d'inflation moyen de 9,7%, d'une pression fiscale de 12,07%.

Sur la base de es tendances observées au cours de l'année 2020, l'objectif de solde budgétaire de base a été révisé à -2,5% du PIB et des ajustements sont opérés dans les prévisions de recettes et de dépenses, en vue de préserver la stabilité macroéconomique.

Les grandes masses de l'exécution budgétaire par rapport à la loi de finances rectificative, telles que retraitées dans le tableau des opérations financières de l'Etat à fin décembre 2020 se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau 1: Exécution par grandes masses à fin décembre 2020 de la loi de finances rectificative en milliards de GNF

Grandes masses	LFR 2020 (1)	Objectifs à fin decembre 2020	Exécution fin decembre 2020 (2)	Pourcentage (2)/(1)
Recettes	21 364,14	21 364,14	18 817,45	88,08%
Recettes intérieures	18 352,28	18 352,28	16 890,12	92,03%
Dépenses courantes	18 985,87	18 985,87	18 086,59	95,26%
Dépenses d'investissement	7 105,95	7 105,95	3 279,57	46,15%
Solde de base dons exclus	-2 765,84	-2 765,84	-1 756,34	63,50%
Solde de base dons exclus en % du PIB	-2,49%	-2,49%	-1,20%	48,19%

Source : Tableau des opérations financières de l'Etat, décembre 2020.

Contexte économique de l'exécution budgétaire en 2020

Au cours de l'année 2020, l'exécution du budget est intervenue dans un contexte caractérisé par les principaux éléments suivants :

- ✓ L'organisation du double scrutin référendaire et législatif du 22 mars 2020 et de l'élection présidentielle du 18 octobre 2020 ;
- ✓ La crise sanitaire mondiale liée à la Covid-19 ;
- ✓ La baisse du prix du baril de pétrole sur le marché mondial ;
- ✓ L'accroissement des dépenses suite à la mise en œuvre des phases I et II du plan de riposte de la Covid-19 ;
- ✓ Le réaménagement du gouvernement du 19 juin 2020 ;
- ✓ L'approbation par le conseil d'administration du FMI de la 70 ème demande de financement d'urgence visant à aider ses pays membres à faire face aux problèmes

posés par la pandémie de la Covid-19 et un décaissement le 19 juin 2020, en faveur de la Guinée d'un montant de 148 millions de dollars au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) afin de permettre au pays de satisfaire les besoins urgents de financement du budget et de la balance de paiement qui résultent de la pandémie de la Covid-19.

Après l'adoption, en plus des dispositions prévues dans la LFI 2020, l'exécution du budget de l'Etat à fin décembre 2020, a été marquée par les principaux éléments suivants :

- L'adoption le 24 novembre 2020 de la Loi de finances rectificative ;

En matière de recettes :

- Le gel des prix des denrées de première nécessité et des produits de santé pour toute la durée de la crise sanitaire ;
- Le report des charges fiscales et sociales (tout impôt) pour le secteur du tourisme et de l'hôtellerie ;
- La renonciation à la TVA dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie pour trois (3) mois ;
- Le report ou annulation (d'avril à juin 2020) des charges fiscales pesant sur le petit commerce et l'artisanat (maquis, restaurants, boîtes de nuit, bars, cinémas et spectacles) ;
- Le report, pour une période de trois mois (avril à juin 2020), du paiement des impôts, taxes et versements assimilés à l'État, ainsi que les charges sociales pesant sur les PME, pour contenir leurs difficultés de trésorerie ;
- L'exonération (avril à juin 2020) des droits et taxes sur les équipements de santé et produits assimilés et entrant dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 pour 198 Mds ;
- La réduction (à deux semaines) les délais de remboursement des crédits de TVA par l'Etat pour 200 Mds ;
- La suspension de la facturation des pénalités de surestaries portuaires (d'avril à juin 2020) ;
- L'annulation des pénalités de retards dans le cadre de l'exécution des marchés et commandes publics avec l'État et ses démembrements ;
- L'exonération du paiement de la taxe d'apprentissage jusqu'à la fin de l'année 2020 à toutes les entreprises, à condition qu'elles s'engagent pour toute la période à conserver leurs effectifs et à leurs payer au moins 70 % de leur salaire nominal d'aujourd'hui.
- La suspension du paiement de la redevance sur les droits de douane à l'importation pour les denrées de première nécessité ;
- La suspension des droits de douane applicables à l'importation des produits de pêche à l'exception de la Redevance pour Traitement des Liquidations (RTL) ;
- La réduction des taxes frappant les contrats d'assurance santé et d'assurance vie ;

- La déduction de la Prime d'assurance vie de l'assiette imposable au titre des années 2020 et 2021 ;
- La prise en charge par l'État de 50% des charges fiscales reportés en phase 1 pour les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, ainsi que les facture d'eau et d'électricité des établissements de ces secteurs économiques pour 8 Mds ;
- La réduction de moitié du montant de la contribution foncière unique et de la patente des entreprises du secteur de l'hôtellerie et du tourisme, en contrepartie du renouvellement des contrats de travail en cours pour 15,50 Mds ;
- L'exonération du paiement de la taxe d'apprentissage jusqu'à la fin de l'année 2020 à toutes les entreprises, à condition qu'elles s'engagent pour toute la période à conserver leurs effectifs et à leurs payer au moins 70% de leur salaire nominal d'aujourd'hui pour 5,05 Mds.

En matières de dépenses :

- La mise en place d'un dispositif de surveillance et de prise en charge sanitaire pour un montant de 563 Mds ;
- Le renforcement du système de santé pour 562 Mds ;
- La mise en place d'un plan d'urgence à hauteur de 439 Mds au compte de l'ANIES ;
- La prise en charge des factures pour la période d'avril à juin des abonnés au tarif social de l'eau pour 24 Mds ;
- La prise en charge des factures d'avril à juin des abonnés au tarif social de l'électricité pour 456 Mds ;
- Le report d'avril à juin des échéances de paiement des factures d'électricité et d'eau (ensemble des abonnés non commerciaux) ;
- La non augmentation des loyers sur les bâtiments publics et privés pour la période d'avril à décembre 2020 ;
- La gratuité pour trois mois des transports publics (bus et train) pour 8 Mds ;
- Le report des contributions de sécurité sociale acquittées par le secteur du tourisme et de l'hôtellerie ;
- Le paiement progressif des arriérés de l'État au secteur du tourisme et de l'hôtellerie pour 20 Mds ;
- Le report (sans frais) des échéances de remboursement des emprunts bancaires pour les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie pour 58 Mds ;
- Le gel (pour trois mois) des factures d'eau et d'électricité pour le secteur du tourisme et de l'hôtellerie ;
- La poursuite de l'apurement des dettes intérieures (20% du stock de 1 158 Mds) auditées et validées, en privilégiant les factures inférieures à 500 millions, en vue de soulager en priorité les PME et les TPE pour 232 Mds ;
- Le paiement progressif des arriérés portant sur les marchés publics préfinancés par les entreprises au moyen d'emprunts bancaires pour 283 Mds ;
- La création d'un fonds de garantie des prêts bancaires aux PME pour 50 Mds ;
- La mise en place d'un fonds spécifique aux groupements d'intérêt économique (GIE) pour 20 Mds ;
- La Création d'un Fonds de riposte COVID-19 pour 2 500 Mds ;

- Le soutien financier des projets de recherche scientifique pour contribuer à la lutte contre la pandémie pour 1,35 Mds ;
- Les transferts monétaires par l'ANIES, accompagnés de distribution de vivres aux foyers communautaires infectés et poursuite de la campagne de sensibilisation pour 16,11 Mds ;
- La gratuité de l'eau (24 Mds), de l'électricité (126 Mds) et des transports publics (10 Mds) de juillet à septembre pour 160 Mds ;

Déclinaison du budget en piliers du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES)

Au 31 décembre 2020, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES, sur la base des engagements budgétaires, se situe en moyenne à 99,88% par rapport à l'objectif de la période et se présente ainsi qu'il suit :

- **Pilier I** : Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable.....121,85%
- **Pilier II** : Transformation économique durable et inclusive.....130,69%
- **Pilier III** : Développement inclusif du capital humain.... 92,08%
- **Pilier IV** : Gestion durable du capital naturel.....4,89%

Par rapport à l'objectif de la LFR de 26 830,04 Mds, l'exécution se situe en moyenne à 81,48%, soit un niveau inférieur à celui de 2019 qui s'est établi à 86,27% (Cf. tableau 24).

L'exécution des dépenses d'investissement du PNDES (base paiement) à fin décembre 2020 telle que communiquée par la DNIP se situe à 2 454,79 Mds contre une prévision de la LFR de 6 844 Mds, soit un taux d'exécution de 35,87%. Cette exécution du PNDES est constituée des dépenses sur ressources intérieures pour 391,44 Mds et 2 063,35 Mds sur les ressources extérieures.

Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES au 31 décembre 2020 (en milliards de GNF)

Libelles	LFR (1)	Plan d'Engagement	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paielements	
		decemb	decemb	Taux	decem	Taux	decem	Taux	Decem	Taux
Promotion d'une bonne Gouvernance au Service du Developpement Durable	1 050,06	2 235,46	380,32	17,01%	150,68	6,74%	150,68	6,74%	285,53	12,77%
Dépenses D'investissement	776,42	2 030,23	380,32	18,73%	150,68	7,42%	150,68	7,42%	160,30	7,90%
FINEX	273,64	205,23	0	0,00%	0	0,00%	0	0	125,22	61,01%
Transformation Economique Durable et Inclusive	4 125,26	3 517,14	562,41	15,99%	289,67	8,24%	288,53	8,20%	1 715,55	48,78%

Dépenses D'investissement	533,72	823,49	562,41	68,30%	289,67	35,18%	288,53	35,04%	162,44	19,73%
FINEX	3 591,54	2 693,65	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	1 553,10	0,58
Developpement Inclusif Du Capital Humain	1 276,00	824,94	865,75	104,95 %	221,58	26,86%	221,23	26,82%	440,32	53,38%
Dépenses D'investissement	933,35	567,95	865,75	152,43 %	221,58	39,01%	221,23	38,95%	55,30	9,74%
FINEX	342,65	256,99	0	0,00%	0	0,00%	0	0	385,02	1,50
Gestion Durable Du Capital Naturel	392,68	266,46	49,82	18,70%	6,27	2,35%	6,18	2,32%	13,40	5,03%
Dépenses D'investissement	70,51	24,83	49,82	200,62 %	6,27	25,23%	6,18	24,88%	13,40	53,97%
FINEX	322,17	241,63	0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0
Total général	6 844,00	6 844,00	1 858,30	27,15 %	668,20	9,76%	666,62	9,74%	2 454,79	35,87%

Sources : DNB/DNSI

L'exécution à fin décembre 2020 dans les dix fonctions de l'administration

Pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le Gouvernement continue à axer ses efforts, par ordre d'importance, sur les fonctions Services généraux des administrations publiques, Affaires économiques, Défense, Enseignement, Santé et ordre et sécurité qui absorbent 96,33% du montant exécuté au cours de l'exercice budgétaire 2020.

Les crédits alloués aux services généraux des administrations publiques ont connu une exécution de 5 602,10 Mds, représentant 42,49% de l'ensemble des dépenses budgétaires à fin décembre 2020. Le taux d'exécution par rapport à la période s'est établi à 70,21%.

La part des dépenses consacrée à la fonction Affaires économiques s'élève à 2 785,99 Mds, soit 60,16% par rapport à l'objectif à fin décembre et représente 21,13% du total des dépenses. Cette exécution traduit les efforts du gouvernement dans l'amélioration des infrastructures socio-économique de base et des projets d'investissement aptes à impulser la croissance. Il s'agit notamment des investissements prévus dans le domaine du développement rural (agriculture, pêche et chasse) et celui des infrastructures (combustibles, énergies, transports et travaux publics).

L'exécution de la fonction Défense s'est située à hauteur de 1 715,84 Mds soit 86,09% par rapport à la LFR. Cette fonction représente 13,01% du total des dépenses. Les crédits de cette fonction ont été exécutés afin de répondre aux impératifs de sécurité intérieure dans la sous-région et particulièrement dans les pays voisins.

Les dépenses exécutées au titre de la fonction Enseignement représentent 1 613,71 Mds, soit 12,24% du total des dépenses. Par rapport à l'objectif de la période de 2 823,24 Mds, l'exécution est de 53,96%. Elles couvrent essentiellement l'impact du recrutement des contractuels au niveau de l'Education nationale et les dépenses liées aux bourses des étudiants.

Quant à la fonction Santé, l'exécution hors dépenses liées à la maladie à COVID-19 se chiffre à 477,90 Mds contre 3 051,37 Mds à fin décembre, soit 15,66%. La prise en compte des dépenses liées aux phases I et II du plan de riposte à la COVID-19 pour 595,60 Mds, augmente les dépenses de la fonction santé à 1 073,50 Mds soit 7,79% du total des dépenses.

L'exécution de la fonction Ordre et Sécurité se chiffre à 504,43 Mds représentant 3,83% des dépenses totales exécutées dans le cadre du budget 2020. Le taux d'exécution de cette fonction est de 85,74%. Elle traduit l'effort du Gouvernement dans la sécurisation de la population lors du double scrutin législatif et référendaire ainsi que l'élection Présidentielle du 18 octobre 2020.

Tableau 3: Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin décembre 2020 (en milliards de GNF)

LIBELLES	LFI 2020	Plan d'Engagement décembre	charges financières de la dette	depenses de personnel	depenses de biens et services	depenses de Transfert	depenses d'investi ssement	Total	part
Services Généraux des Administrations Publiques	7 978,51	6 672,64	1013,67	1221,75	2017,55	1235,51	113,62	5 602,10	40,65%
Défense	1 993,05	1 636,87	0,00	1300,54	162,27	219,10	33,93	1 715,84	12,45%
Ordre et Sécurité publique	588,29	417,73	0,00	426,74	38,21	28,35	11,14	504,43	3,66%
Affaire Economique	4 631,01	3 085,73	0,00	406,02	129,36	2184,69	65,92	2 785,99	20,22%
Protection de l'Environnement	570,33	571,30	0,00	105,36	20,96	8,84	118,06	253,22	1,84%
Logement et Equipement Collectif	97,98	51,86	0,00	26,77	0,72	13,59	0,00	41,08	0,30%
SANTE	3 051,37	2 276,82	0,00	216,04	185,20	50,55	26,11	1 073,50	7,79%
<i>dont dépenses COVID-19</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>595,60</i>	
Loisirs, Culture et Culte	255,57	131,92	0,00	39,70	61,59	14,75	5,00	121,04	0,88%
Enseignement	2 990,52	2 413,81	0,00	1244,69	120,12	248,90	0,00	1 613,71	11,71%
Protection Sociale	143,41	98,77	0,00	21,21	19,54	10,64	17,65	69,04	0,50%
Total général	22 300,04	17 357,46	1 013,67	5 008,82	2 755,52	4 014,92	391,44	13 779,96	100%

Le compte rendu annuel de l'exécution budgétaire 2020 s'articule autour des points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. Solde budgétaire
- IV. Opérations de financement
- V. Conclusion.

I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

I.1-Rappel des dispositions fiscales de la LFR 2020

En plus des dispositions fiscales contenues dans la LFI 2020, la LFR 2020 maintient les dispositions légales et réglementaires suivantes pour l'atteinte des objectifs de recettes ; il s'agit de:

- Dispositions portant mesures d'accompagnement des entreprises dans le cadre de la mise en œuvre du plan de riposte économique à la crise sanitaire du corona virus;
- Dispositions relatives à la réduction du taux de la taxe sur les assurances;
- Dispositions relatives à la déductibilité des primes d'assurance vie ;
- Dispositions relatives à la réduction à 0% de la taxe sur l'importation des matières premières de l'industrie ;
- Dispositions relatives au tarif de la taxe sur les boissons alcoolisées;

Pour la mise en œuvre de ces dispositions fiscales, le Gouvernement continue les actions d'identification des contribuables, la signature des contrats de performances entre le ministère du budget et la direction nationale des impôts et la direction générale des douanes afin d'améliorer la mobilisation des ressources intérieures et la sécurisation des recettes par le renforcement et l'implication du système bancaire dans la collecte des recettes publiques. Par ailleurs, depuis 2018 des rapports sur les dépenses fiscales sont produits afin de maîtriser les exonérations.

I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

Les prévisions des recettes ont été ajustées à la suite du vote de la LFR 2020 le 24 novembre 2020 pour tenir compte des difficultés de mobilisation de certaines recettes et de la prise en compte des phases I et II du plan de riposte de la maladie à COVID 19. A cette occasion, le Gouvernement a adopté un cadrage budgétaire révisé, afin de maintenir les objectifs de stabilité macroéconomique à l'aide d'une régulation budgétaire adossée à un niveau de recettes nettement inférieur à celui de la LFI.

L'exécution globale des recettes du budget de l'Etat suivant les situations communiquées par les régies à fin décembre 2020 se chiffre à 17 826,59 Mds contre un objectif de la LFR de 21 066,81 Mds soit 84,62%. Rapportée aux prévisions de la LFI de 21 706,20 Mds, l'exécution s'est située à 82,13%. Les recettes ainsi mobilisées se répartissent en recettes fiscales hors quotités affectées aux BAS pour 16 188,74 Mds (90,81%) dont les Redevances d'entretiens routiers pour 427,04 Mds, dons, legs et les fonds de concours pour 1 207,33 Mds (6,77%) et les autres recettes pour 430,52 Mds (2,42%).

Les recettes fiscales minières affectées au Fonds national de développement local/ANAFIC se sont établies en LFR 2020 à 282,5 Mds contre une réalisation de 297,87 Mds (105%) dont 224,62 Mds ont été transférés aux collectivités locales pour la réalisation des infrastructures prioritaires.

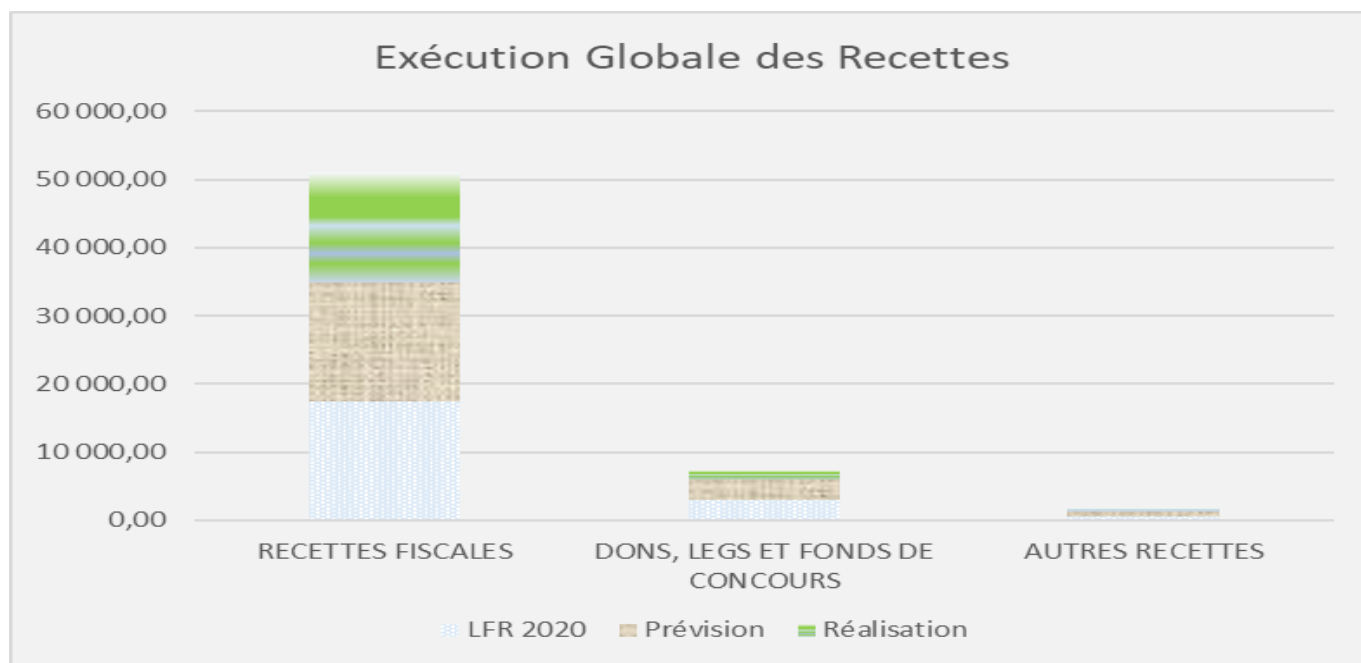
Sur la base des prises en charge comptables (balance générale) , le niveau global d'exécution des recettes se chiffre à 18 147,90 Mds¹ dégageant par rapport aux statistiques de recouvrement des régies financières, une différence de 321,31 Mds non reflétés dans la comptabilité du receveur spécial des impôts à la clôture du mois de décembre 2020.

Tableau 4: Exécution globale des recettes à fin décembre 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFR 2020	Situation à fin decembre 2020			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	17 466,10	17 466,10	16 188,74	92,69%	90,81%
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	3 011,86	3 011,86	1 207,33	40,09%	6,77%
3 AUTRES RECETTES	589,01	589,01	430,52	73,09%	2,42%
Total général	21 066,97	21 066,97	17 826,59	84,62%	100,00%

Sources :DNB, DNI, DGD, DNTCP

Figure 1: Analyse de l'exécution globale des recettes à fin décembre 2020



¹ Montant pris en charges par les régies de recettes ne correspondant pas forcément aux encaissements

I.2-1 Analyse de l'exécution par nature des recettes

1.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 16 188,74 Mds contre une prévision en LFR de 17 466,10 Mds soit un taux d'exécution de 92,69%. Rapportées aux prévisions de la LFI de 19 187,10 Mds, ces recettes représentent 90,81%. Les redevances d'entretiens routiers exécutées en faveur du fonds d'entretien routier se chiffrent à 427,04 Mds contre une prévision de la LFR de 302,31 Mds soit 101,04%.

Ces recettes fiscales sont constituées des lignes suivantes :

- Les impôts sur les biens et services pour 9 019,53 Mds qui représentent 55,71%, avec un taux de réalisation de 97,02% par rapport à la LFR 2020 et de 86,28% par rapport aux prévisions LFI.
- Les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 3 959,58 Mds qui représentent 24,46%, avec un taux de réalisation de 97,20% ;
- Les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 2 784,31 Mds qui représentent 17,20%, avec un taux de réalisation de 101,65% et les impôts sur les salaires et la main d'œuvre pour 303,29 Mds (1,87%).

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

Tableau 5: Exécution des recettes fiscales à fin décembre 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFR 2020	prévision fin decembre 2020	Réalisation fin decembre2020	Taux	part
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	2 739,06	2 739,06	2 784,31	101,65%	17,20%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	370,61	370,61	303,29	81,83%	1,87%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	89,57	89,57	66,32	74,05%	0,41%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	10 213,67	10 213,67	9 019,53	88,31%	55,71%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	3 957,66	3 957,66	3 959,58	100,05%	24,46%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	95,52	95,52	55,72	58,33%	0,34%
TOTAL RECETTES FISCALES	17 466,10	17 466,10	16 188,74	92,69%	100,00%

Sources : Regies de recettes

1.2 Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision LFR 2020 de 3 011,86 Mds, il a été mobilisé au titre des dons, legs et fonds de concours 1 207,33 Mds, soit 40,09%. Cette mobilisation concerne les dons projets et programmes pour 424,88 Mds, les appuis budgétaires pour 782,45 Mds.

Tableau 6: Exécution globale des dons à fin décembre 2020 en milliards de GNF

Libellés	LFR 2020	Situation à fin decembre2020			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	3 011,86	3 011,86	1 207,33	40,09%	100,00%
DONS PROJETS ET PROGRAMMES	1 204,29	1 204,29	424,88	35,28%	35,19%
DONS APPUI BUDGETAIRE	1 807,57	1 807,57	782,45	43,29%	64,81%
dont C2D	251,74	251,74	0,00	0,00%	0,00%
Total général	3 011,86	3 011,86	1 207,33	40,09%	100,00%

Ces dons constituent les contributions au budget de l'Etat des bailleurs ci-après : Agence Française de Développement, International Development Association, Banque Africaine de Développement-FAD, Fonds International pour le Développement Agricole, Union Européenne.

1.3 Autres recettes

Les autres recettes ont été réalisées au 31 décembre 2020 à hauteur de 430,52 Mds, sur une prévision de 589,01 Mds, soit un taux d'exécution de 73,09%. Ce niveau de réalisation porte sur les recettes diverses pour 28,41 Mds, soit 6,60%, les ventes de biens et services pour 53,85 Mds (12,51%), les revenus de la propriété pour 347,79 Mds soit 80,78% et les amendes, pénalités et confiscations pour 0,47 Mds (0,11%).

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

Tableau 7: Exécution des Autres recettes à fin décembre 2020 en milliards de GNF

Libellés	LFR 2020	Prévision fin decembre 2020	Réalisation fin decembre 2020	Taux	Part
3 AUTRES RECETTES	589,01	589,01	430,52	73,09%	100,00%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	445,91	445,91	347,79	78,00%	80,78%
312 Dividendes	445,91	445,91	347,79	78,00%	80,78%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	105,94	105,94	53,85	50,83%	12,51%
321 Ventes des établissements marchands	61,28	61,28	19,08	31,13%	4,43%
322 Droits et frais administratifs	44,66	44,66	34,77	77,87%	8,08%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	6,27	6,27	0,47	7,42%	0,11%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	6,27	6,27	0,47	7,42%	0,11%
35 RECETTES DIVERSES	30,88	30,88	28,41	92,01%	6,60%
351 Recettes diverses	30,88	30,88	28,41	92,01%	6,60%
Total général	589,01	589,01	430,52	73,09%	100,00%

Sources :TDB/DNTCP

1.4 Situation de réalisation des recettes minières

Sur un objectif de la LFR de 2 113 Mds, les recettes minières ont été mobilisées à hauteur de 2 230 Mds, soit un taux de 106% avec une plus-value de 118 Mds.

Cette réalisation porte sur les impôts sur les sociétés pour 244,42 Mds, les taxes minières à l'extraction pour 729,66 Mds, le droit fiscal de sortie pour 1 057,53 Mds, les taxes sur les produits miniers pour 194,71 Mds et les recettes minières non fiscales pour 3,88 Mds.

La plus-value de 118 Mds est imputable principalement aux performances enregistrées au niveau :

- des impôts sur les sociétés avec un dépassement de 15,39 Mds dont l'essentiel est versé par la SAG de 14,62 Mds ;
- des taxes minières à l'extraction avec une plus value de 61,49 Mds enregistrée respectivement par la société GAC pour 95,33 Mds, CHALCO pour 32,20 Mds et la société CMD-Chine pour 3,53 Mds;
- du droit fiscal de sortie avec un dépassement de 48,69 Mds aux plus-values enregistrées par la SAG pour 25,67 Mds, GAC pour 32, 93 Mds, CHALCO pour 19,26 Mds et la SMD pour 12,97 Mds. Toutefois, des baisses sont enregistrées au niveau de la SMB et de CDM Chine pour respectivement 25,22 Mds et 18,79 Mds.
- des recettes minières non fiscales pour 0,66 Md enregistré au niveau de la redevance comptoirs acheteurs collecteurs diamant.

La taxe sur les produits miniers (TSPM) a enregistré un manque à gagner de 7,49 Mds (-4%) au niveau de la CBG.

Il est à noter que 15% de ces recettes minières hors impôts sur les sociétés minières, soit 298 Mds est affecté au Budget d'Affectation Spéciale Fonds National de Développement Local /ANAFIC pour promouvoir le développement à la base.

1.4 Le BAS 15% recettes fiscales minières (FNDL/ANAFIC)

Le Fonds National de Développement Local dont la gestion est assurée par l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales (ANAFIC) vise à soutenir les réformes de la politique de décentralisation, d'assurer le financement du processus de développement local et l'accompagnement technique des collectivités locales.

Pour l'exercice 2020, il a été inscrit dans la Loi de Finances, un montant prévisionnel de 541 Mds GNF au compte du BAS « FNDL ». En janvier 2020, à la demande de l'ANAFIC, une avance de 253,48 Mds GNF a été versée à l'ANAFIC au compte du FNDL pour la finalisation des projets non achevés en 2019.

Au 31 décembre 2020, la situation des ressources transférées aux Collectivités locales (CLs) (par région) au titre des exercices 2019 et 2020, se présente de la manière suivante :

Tableau 8: Exécution des ressources transférées aux collectivités locales par l'ANAFIC

N°	Région	Montant réel des PAI 2019	Montant transférés aux CLs en 2019	Montant transférés aux CLs en 2020	% des montant transférés en 2020
1	Boké	52 584 144 013	29 764 186 248	26 026 217 365	12%
2	Faranah	55 250 470 226	33 355 121 203	26 114 218 997	12%
3	Kankan	87 326 230 168	50 227 053 079	40 596 423 160	18%
4	Kindia	71 187 039 387	40 264 435 348	37 299 039 388	17%
5	Labé	65 611 306 267	40 400 477 082	32 454 637 176	14%
6	Mamou	47 753 024 101	29 325 535 668	23 726 947 273	11%
7	N'Zérékoré	86 877 184 814	48 581 342 837	38 400 544 791	17%
Total Général		466 589 398 976	191 360 788 870	224 618 028 150	100%

Ainsi, sur le plan financier, ce sont environ 87% de l'avance reçue qui ont été transférés aux CLs pour la réalisation des infrastructures prioritaires, soit 224,62 Mds GNF.

En termes d'exécution physique, sur les 791 infrastructures financées au compte du PAI 2019, plus de 95% sont achevées et fonctionnelles.

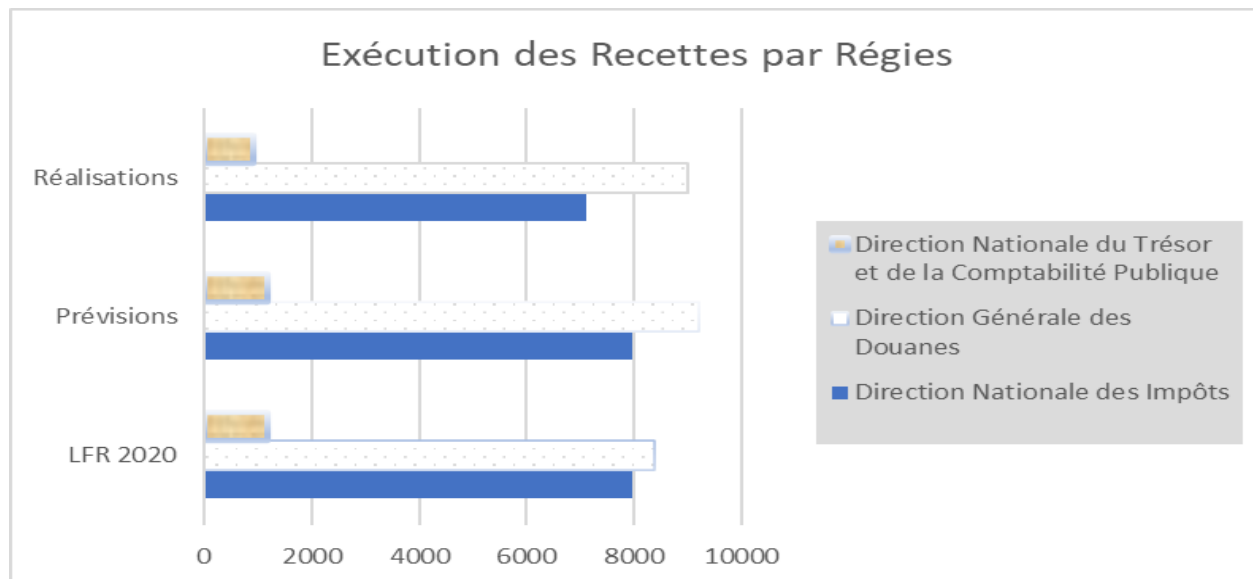
Quand aux BAS Fonds Communs de l'Education (FCE), Registre Social Unifié (RSU) et Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECON), ils n'ont connu aucune exécution au titre de l'exercice 2020.

1.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif au 31 décembre 2020 de 18 343,14 Mds, les régies financières ont mobilisé un montant de 17 027,75 Mds, soit un taux d'exécution de 92,83%.

Cette réalisation provient de la Direction Nationale des Impôts pour 7 120,45 Mds (41,82%), de la Direction Générale des Douanes pour 8 987,95 Mds (52,78%) et de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 919,34 Mds (05,40%).

Figure 2: Analyse de l'exécution globale des recettes à fin décembre 2020



– Direction Nationale des Impôts (DNI)

A fin décembre 2020, la Direction Nationale des Impôts a réalisé un montant de 7 120,45 Mds sur un objectif de la LFR de 7 966,57 Mds, soit un taux de mobilisation de 89,38% dégageant une moins-value de 10,64%.

La part de chaque nature de recettes est par ordre d'importance de 54,89% pour les impôts sur les biens et services qui accuse un taux d'exécution de 83,60% ; 39,08% pour les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital dont le taux de réalisation s'est établi à 101,65% ; 4,26 % pour les impôts sur les salaires et la main d'œuvre avec un taux de réalisation 81,83%; les impôts sur le patrimoine dont la part est de 0,93% pour un taux de réalisation de 69,66% et 0,78% pour les autres recettes fiscales avec un taux de réalisation de 61,99%.

Comparé à la prévision de la LFI de 9 458,56 Mds, la DNI a réalisé à fin décembre 2020 un taux de 75,28 %.

La non atteinte de l'objectif des recettes de la DNI est due d'une part à l'application des mesures des phases 1 et 2 du plan de riposte du Covid-19 relatives au report de paiement des impôts et taxes pour certains secteurs d'activités tels que le Tourisme, l'Hôtellerie, l'énergie, les Transports et d'autre part au comportement de certaines lignes d'impôts et taxes, tels que:

- **Impôts sur les salaires et la main d'œuvre:** la moins-value de 67,32 Mds enregistrée sur cette rubrique s'explique par les surestimation de la prévision des impôts sur traitements (RTS) du personnel de l'Etat, la baisse de la retenue à la source sur les revenus non salariaux dûe au départ des experts étrangers dans le cadre de l'assistance technique du projet d'extention de la CBG.
- **TVA intérieure :** la moins-value à ce niveau s'explique par la contre- performance enregistrée au niveau de la taxe sur la valeur ajoutée (y compris Précompte de 50% de

TVA-TVA sur Finex) dûe à l'octroi de nombreux arrêtés d'exonérations fiscales en matière de TVA, la baisse de la consommation et la non maîtrise de la TVA déductible au niveau du cordon douanier.

- **Impôts sur les services déterminés :** la contre-performance enregistrée s'explique essentiellement par :
 - La baisse des souscriptions des adhérents aux contrats d'assurances voyage et responsabilité civile ;
 - la faiblesse des ventes et des contrôles sur le terrain relatifs à la taxe unique sur les véhicules.
- **Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises :** la baisse des recettes de cet impôt est due à la contre-performance enregistrée au niveau des droits de timbres à l'importation. Cette taxe est assise sur l'importation des véhicules d'occasion est liée à la faiblesse du volume d'importation des véhicules d'occasion et la non maîtrise par l'administration fiscale des flux entrants et sortants que constitue la base taxable de ces impôts et la baisse d'activité de certaines sociétés de téléphonie comme Areeba et Cellcom.

Tableau 9: Situation des recettes collectées par la DNI à fin décembre 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFR 2020	Situation à fin décembre 2020			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	7 966,57	7 972,63	7 120,454	89,31%	99,94%
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	2 739,06	2 739,06	2 784,307	101,65%	39,08%
111 Impôts sur les revenus des personnes physiques	1 101,18	1 101,18	1 110,114	100,81%	15,58%
112 Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	1 637,89	1 637,89	1 674,193	102,22%	23,50%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	370,61	370,61	303,288	81,83%	4,26%
121 Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	370,61	370,61	303,288	81,83%	4,26%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	89,57	95,21	66,325	69,66%	0,93%
131 Impôts sur la propriété immobilière	65,45	65,45	17,958	27,44%	0,25%
132 Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	24,12	29,76	48,367	162,51%	0,68%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	4 671,80	4 677,86	3 910,819	83,60%	54,89%
141 Impôts généraux sur les biens et services	3 061,63	2 399,95	1 889,347	78,72%	26,52%
142 Les accises	57,29	56,86	34,118	60,00%	0,48%
143 Impôts sur les services déterminés	479,43	479,43	251,275	52,41%	3,53%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 073,44	1 741,61	1 736,078	99,68%	24,37%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	95,52	89,88	55,715	61,99%	0,78%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	95,52	89,88	55,715	61,99%	0,78%
Total	7 966,57	7 972,63	7 120,45	89,31%	99,94%
Autres Comptes à Recevoir (Exclos)	6,06	3,45	3,94	114,34%	0,06%
Total YC Autres comptes à recevoir(Exclos)	7 972,63	7 976,08	7 124,40	89,32%	100,00%

Source :DNI

– Direction Générale des Douanes (DGD)

Les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes, à fin décembre 2020, se chiffrent à 9 208,97 Mds contre une prévision de la LFR de 9 411,80 Mds (yc RER) soit 97,84% ; soit une moins-value de 202,83 Mds.

Comparé à la prévision de la LFI 2020 de 8 592,12 Mds, la DGD a réalisé à fin décembre 2020 un taux de 107,18 %.

Ce niveau de mobilisation des recettes douanières porte sur les impôts sur les biens et services pour 4 601,33 Mds et les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 3 959,58 Mds.

L'exécution des impôts sur les biens et services représente 49,97% et porte sur les impôts généraux sur les biens et services pour 3 248,84 Mds (70,61%) et les accises pour 1 352,49 Mds (29,39%).

En ce qui concerne les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales, l'exécution représente 3 959,58 Mds (43% de l'ensemble des recettes mobilisées par la DGD). Elle porte principalement sur les droits de douanes et autres droits à l'importation pour 2 899,51 Mds, soit 73,23% et les taxes à l'exportation pour 1 060,07 Mds, soit 26,77%.

Ce niveau de réalisation atteint peut être expliqué par la combinaison de plusieurs facteurs dont entre autres:

- Le volume des importations taxables est passé de **5,835 Millions** de tonnes métriques en 2019 à **9,940 Millions** de tonnes métriques en 2020, soit un accroissement de **4,105 Millions** de tonnes métriques.

Au niveau des exportations, le volume taxable s'est chiffré à **47,499 Millions** de tonnes métriques en 2019, contre **58,355 Millions** de tonnes métriques en 2020, soit un dépassement de **10,856 Millions** de tonnes métriques

- La production des Sociétés exportatrices de la bauxite a permis de porter le niveau des recettes minières à **1 057,53 Mds** de Gnf sur une prévision de **1 008,90 Mds** de Gnf, soit un taux d'exécution de 104,82%.
- Les réformes menées par l'Administration des douanes depuis 2015 ont eu un effet positif sur le niveau de mobilisation des recettes douanières.

La contre performance constatée est due à la non atteinte des objectifs assignés au niveau:

- de la TVA intérieure et à l'exportation ;
- des accises ;
- des droits de douanes et autres droits à l'importation.

Tableau 10: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin décembre 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI2020	prévision révisée fin decembre 2020	Réalisation fin decembre 2020	Taux	Part
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	4 015,39	4 932,54	4 601,33	93,29%	49,97%
141 Impôts généraux sur les biens et services	3 369,30	3 316,16	3 248,84	97,97%	35,28%
14110 Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	3 369,30	3 316,16	3 248,84	97,97%	35,28%
1411002 TVA à l'importation	3 200,40	3 174,88	3 072,87	96,79%	33,37%
1411003 TVA sur FINEX	168,90	141,28	175,96	124,55%	1,91%
142 Les accises	646,09	1 616,38	1 352,49	83,67%	14,69%
14210 Droits d'accises	90,05	164,63	146,42	88,94%	1,59%
14211 Taxe spécifique sur les produits pétroliers	556,03	1 451,75	1 206,07	83,08%	13,10%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	4 073,47	3 957,66	3 959,58	100,05%	43,00%
151 Droits de douanes et autres droits à l'importation	3 071,34	2 946,88	2 899,51	98,39%	31,49%
15110 Droit fiscal à l'Importation	2 504,23	2 352,02	2 313,62	98,37%	25,12%
15111 Droit de Magasinage	0,41	0,41	0,49	119,28%	0,01%
15112 Taxe d'Entreposage	81,15	67,90	58,77	86,54%	0,64%
15113 Redevances de liquidation	419,93	464,37	466,05	100,36%	5,06%
15114 Produit de Ventes aux Enchères	1,03	2,86	2,56	89,65%	0,03%
15115 Taxe Enregistrement Douane	38,05	29,27	26,44	90,33%	0,29%
15116 Taxes conjoncturelles de protection	21,12	22,81	23,53	103,16%	0,26%
15118 Amendes et confiscations douanières	5,41	1,34	1,59	118,26%	0,02%
15119 Redevances de prestation administratives	0,00	5,90	6,48	109,77%	0,07%
152 Taxes à l'exportation	1 002,14	1 010,78	1 060,07	104,88%	11,51%
15210 Taxes à l'exportation sur les substances autres minières	1 002,14	1 008,90	1 057,53	104,82%	11,48%
15213 Droit fiscal à la Sortie	0,00	1,88	2,54	135,00%	0,03%
Sous-Total 1	8 088,86	8 890,19	8 560,91	96,30%	100%
RER	302,31	302,86	427,04	141,00%	4,64%
Sous-Total 2	8 391,17	9 193,05	8 987,95	107,11%	100%
Autres Comptes à Recevoir (Exclos)	200,96	218,74	221,01	101,04%	2,40%
Total yc RER et Autre compte	8 592,12	9 411,80	9 208,97	97,84%	100,00%

Sources : DGD

– Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin décembre 2020, la Recette centrale du Trésor a mobilisé 919,34 Mds sur un objectif de 1 183,52 Mds, soit un niveau de réalisation de 77,68%. Cette réalisation concerne les recettes fiscales pour 507,38 Mds représentant 55,19% des recettes mobilisées par cette régie financière et les autres recettes pour 430,52 Mds constituant 46,83% du total de recettes.

La moins-value enregistrée au niveau des autres recettes se traduit globalement par la baisse des activités due aux effets de la pandémie de la COVID 19.

Cette contreperformance s'explique par le manque à gagner constaté sur:

- Les dividendes perçues par l'Etat au niveau des sociétés minières dûe à la baisse des activités de la SAG ;
- Les recettes consulaires ;
- Les recettes sur les prestations sportives ;
- Les cartes de séjour étrangers residents ;
- les droits et frais de carte nationale d'identité ;
- les recettes des permis de conduire...

Tableau 11: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin décembre 2020 (en milliards de GNF)

Libellés	LFR 2020	prévision fin decembre 2020	Réakisation fin decembre 2020	Taux	part
1 RECETTES FISCALES	609,33	609,33	507,38	83,27%	55,19%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	609,33	609,33	507,38	83,27%	55,19%
141 Impôts généraux sur les biens et services	202,20	202,20	194,71	96,30%	21,18%
14111 Taxes sur la vente de produits miniers	202,20	202,20	194,71	96,30%	21,18%
1411101 Taxes sur la vente de bauxites	202,20	202,20	194,71	96,30%	21,18%
1411104 Taxes sur la vente de pierres précieuses	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	407,14	407,14	312,67	76,80%	34,01%
14417 Redevances sociétés de pêche	75,36	75,36	74,50	98,85%	8,10%
14418 Redevance comptoirs acheteurs collecte. (diamant)	4,32	4,32	4,85	112,34%	0,53%
14419 Redevances exploitation minières	150,62	150,62	61,03	40,52%	6,64%
Permis d'importation et d'exportation de Marchandises(DDI-DDE)	34,57	34,57	55,60	160,81%	6,05%
14422 Redevances Téléphone Mobile GSM	141,95	141,95	116,54	82,10%	12,68%
14425 Redevances chasses et faune	0,31	0,31	0,15	47,19%	0,02%
3 AUTRES RECETTES	589,01	589,01	430,52	73,09%	46,83%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	445,91	445,91	347,79	78,00%	37,83%
312 Dividendes	445,91	445,91	347,79	78,00%	37,83%
31210 Dividendes perçus	445,91	445,91	347,79	78,00%	37,83%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	105,94	105,94	53,85	50,83%	5,86%
321 Ventes des établissements marchands	61,28	61,28	19,08	31,13%	2,08%
32110 Locations d'actifs produits	31,64	31,64	0,51	1,62%	0,06%
32111 Locations d'actifs non produits	14,82	14,82	18,57	125,24%	2,02%
32111 Redevances domaniales	14,82	14,82	18,57	125,24%	2,02%
322 Droits et frais administratifs	44,66	44,66	34,77	77,87%	3,78%
32211 Frais judiciaires	0,64	0,64	0,48	74,00%	0,05%
32212 Recettes Consulaires	0,24	0,24	0,11	45,75%	0,01%

32222 ventes de passeports	19,14	19,14	17,47	91,23%	1,90%
32214 Visa d'entrée sur le sol Guinéen	2,97	2,97	6,51	219,11%	0,71%
32214 Cartes de séjour étrangers résidents	2,58	2,58	0,00		
32216 Droits et Frais de cartes nationale d'identité	2,45	2,45	0,00		0,00%
32217 Vente de documents administratifs	3,97	3,97	4,34	109,34%	0,47%
32219 Droits Topographiques	1,09	1,09	0,07	6,01%	0,01%
32223 Permis de conduire	0,65	0,65	0,00	0,00%	0,00%
32220 Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	10,92	10,92	5,74	52,62%	0,62%
32221 Autres droits et frais administratifs	0,00	0,00	0,06	#DIV/0!	0,01%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
32310 Recettes des publications	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	6,27	6,27	0,47	7,42%	0,05%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	6,27	6,27	0,47	7,42%	0,05%
33110 Amendes judiciaires	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
3311100 Amendes Polices routières	0,11	0,11	0,04	38,40%	0,00%
33112 Amendes Gendarmerie routière	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
33113 Amendes Pêche	6,16	6,16	0,42	6,85%	0,05%
33114 Pénalité de retard sur les marchés administratifs	0,00	0,00	0,00		0,00%
35 RECETTES DIVERSES	30,88	30,88	28,41	92,01%	3,09%
351 Recettes diverses	30,88	30,88	28,41	92,01%	3,09%
35110 Recettes sur prestations sportives	0,00	0,00	0,00		0,00%
35111 Ristournes sur les droits d'auteurs	0,00	0,00	0,00		0,00%
35112 Ristournes sur les recettes des jeux	30,88	30,88	27,91	90,39%	3,04%
35113 Recettes en atténuation des dépenses	0,00	0,00	0,34		0,04%
35114 Recettes Exceptionnelles	0,00	0,00	0,16	#DIV/0!	0,02%
Total DNTCP	1 183,52	1 183,52	919,34	77,68%	100,00%
Total CADASTRE	0,00	0,00	0,00		0,00%
3211005 Location d'infrastructures minières	0,00	0,00	0,00		0,00%
Total DNTCP yc CADASTRE	1 183,52	1 183,52	919,34	77,68%	100,00%

Sources : TDB/DNTCP/DNPIP

II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires à fin décembre 2020 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse globale des dépenses ;
- Situation d'exécution des dépenses du fonds d'entretiens routiers
- Analyse des dépenses par titre ;
- Situation des restes à payer ;
- Situation des délégations de crédits ;
- L'exécution des dépenses des filets sociaux non contributifs ;
- L'exécution du budget d'affectation spéciale FNDL/ANAFIC .

II -1 Situation des mouvements de crédits

En novembre 2020, une loi de finances rectificative a été votée ratifiant par la même occasion les mouvements des crédits de nature réglementaire intervenus sur les crédits ouverts en loi de finances initiale.

Après le vote de la loi de finances rectificative, d'autres mouvements réglementaires ont été enregistrés de novembre à décembre qui se sont traduits par une augmentation nette des crédits budgétaires de 4 041,56 Mds. Cette augmentation nette des crédits budgétaires par rapport à la LFR a été couverte par des décrets d'avance à ratifier en loi de règlement 2020.

Ces mouvements de crédits ont revu à la baisse les crédits des sections budgétaires suivantes :

- Affaires sociales (5,27 Mds) ;
- Télécommunication et économie numérique (3,00 Mds) ;
- Défense nationale (2,16 Mds) ;
- Coopération (1,79 Md) ;
- Sport et culture (0,79 Md) ;
- Travail et fonction publique (0,68 Md) ;
- Plan et Développement Economique (0,54 Md) ;
- Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (0,54 Md) ;
- Urbanisme et de l'Habitat (0,28 Md) ;
- Justice (0,20 Md) ;
- Commerce (0,16 Md) et
- Affaires Etrangères (0,13 Md).

Par contre, les crédits des sections budgétaires ci-après ont été revus à la hausse :

- Dépenses communes (1 407,27 Mds) ;
- Energie (1 058,87 Mds) ;
- Santé (1 021,09 Mds) ;
- Agriculture (134,88 Mds) ;
- Enseignement pré-universitaire (85,00 Mds) ;

- Autres dépenses de la Présidence (80,06 Mds)
- Assemblée Nationale (64,63 Mds) ;
- Primature (52,84 Mds) ;
- Enseignement technique (35,49 Mds) ;
- Hydraulique et Assainissement (25,13 Mds) ;
- Jeunesse et emploi jeune (21,50 Mds) ;
- Industrie (19,96 Mds) ;
- Droits et autonomisation des femmes (10,12 Mds) ;
- Présidence de la République (9,07 Mds) ;
- Cour constitutionnelle (8,22 Mds) ;
- Transports (8,00 Mds) ;
- Tourismes et hôtellerie (5,11 Mds) ;
- Travail et lois sociales (5,00 Mds) ;
- Budget (3,46 Mds) et
- Administration du territoire (1,39 Mds).

Tableau 12: Situation des mouvements de crédits à fin décembre 2020 après la LFR (en milliards de GNF)

Sections	Ministères/Institutions	LFR	Modifications			Crédits actuels
			Ouverture	Annulation	Total	
1	Présidence de la Rep	489,96	12,80	3,73	9,07	499,02
2	Primature	149,54	65,97	13,13	52,84	202,38
3	Min.de la Défense	1 993,05	16,59	18,75	-2,16	1 990,89
4	Min.Admin.Terr.Dec	410,41	52,21	50,81	1,39	411,81
5	Min.Sécurité.Prot.Ci	345,00	23,00	23,00	0,00	345,00
6	Min.Justice.Gar.Scea	113,86	63,52	63,72	-0,20	113,67
7	Min.Aff.Etran.GEtran	351,76	25,03	25,16	-0,13	351,63
8	Ministère du Plan	70,76	8,13	8,67	-0,54	70,22
9	Min.Eco.et Finances	176,53	5,92	5,92	0,00	176,53
10	Min. Travail et FP	81,02	0,24	0,92	-0,68	80,34
11	Min.de l'Agr	257,60	143,43	8,55	134,88	392,48
12	Min.Pêche & Aquacul	53,51	1,20	1,20	0,00	53,51
13	Min.Géo.Min	57,35	0,00	0,00	0,00	57,35
14	Min.EtatTravaux.Pub.	337,52	27,67	27,67	0,00	337,52
15	Min.Urb.Habit. Const	97,98	0,00	0,28	-0,28	97,70
16	Mn.Comm	45,21	0,39	0,55	-0,16	45,06
17	Min. Hotel. Tourisme	57,50	12,26	7,15	5,11	62,61
18	Min.Santé.Hy.Publiq	3 051,37	1 094,66	73,57	1 021,09	4 072,46
19	Min.Aff.Soc.P.F.& E.	143,41	0,60	5,87	-5,27	138,15
20	Min. Ens.pré.univ	1 965,98	139,20	54,20	85,00	2 050,98
21	Min.Emp. Ens.Tech&FP	228,65	53,39	17,89	35,49	264,15
22	Minist. Information	29,19	2,40	2,40	0,00	29,19
23	Min. Jeun.Emploi Jeu	54,86	22,42	0,92	21,50	76,36
24	Assemblée.Nationale	253,41	66,80	2,17	64,63	318,03

25	Cour Suprême	26,05	0,00	0,00	0,00	26,05
26	Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	0,00	0,00	16,01
27	Conseil Eco. Social	22,92	0,00	0,00	0,00	22,92
28	Secr. Gal Gouv	7,12	11,50	11,50	0,00	7,12
29	Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	17,14	1,58	3,37	-1,79	15,35
30	Sec. Affair.Relig.	59,18	4,67	4,67	0,00	59,18
31	Min.Environ.Eaux.For	208,19	0,00	0,00	0,00	208,19
32	Ministère Transports	80,19	10,65	2,65	8,00	88,19
33	Grande Chancel.	11,40	0,00	0,00	0,00	11,40
34	Min. Ens.Sup.Rec.	795,88	26,45	26,99	-0,54	795,34
35	Grands Projets	30,50	0,00	0,00	0,00	30,50
36	Min.Etat Energie Env	3 563,59	1 060,00	1,13	1 058,87	4 622,45
37	Min. Tél. Econ.Num	68,45	16,19	19,19	-3,00	65,45
40	Ministère Elevage	30,93	3,81	3,81	0,00	30,93
41	Min.Industrie et PME	72,59	22,97	3,02	19,96	92,55
43	Min.Cultu.Arts.Patri	195,71	7,80	8,59	-0,79	194,92
46	Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	0,00	0,00	5,67
50	Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	0,00	0,00	3,79
64	Min.du Budget	106,31	9,25	5,79	3,46	109,77
67	Médiateur.Répub	22,56	0,00	0,00	0,00	22,56
69	CENI	320,09	0,00	0,00	0,00	320,09
72	Cours.Const	21,99	8,22	0,00	8,22	30,20
73	Cour des Comptes	52,10	0,00	0,00	0,00	52,10
74	Haute Cour de Justic	1,59	0,00	0,00	0,00	1,59
75	Haut Conseil Collect	2,17	0,00	0,00	0,00	2,17
76	Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	0,00	0,00	6,85
77	Min.UniteNat.Citoy	14,19	1,37	1,37	0,00	14,19
78	Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	24,62	4,00	4,00	0,00	24,62
79	Ministere charge des hydrocarbure	23,53	1,66	1,66	0,00	23,53
80	ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	246,72	25,13	0,00	25,13	271,85
81	Ministère du travail et des lois sociales	5,00	5,00	0,00	5,00	10,00
82	Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	5,00	10,12	0,00	10,12	15,12
98	Autres dépenses de la présidence de la république	290,14	228,46	148,40	80,06	370,20
99	Dépenses Communes	5 126,43	1 639,53	232,26	1 407,27	6 533,70
Total		22 300,04	4 936,20	894,64	4 041,56	26 341,60

Sources : DNB/DNSI

II-2 Analyse globale des dépenses

L'exécution des dépenses y compris FINEX au 31 décembre 2020 se chiffre à 15 558,67 Mds contre des crédits en LFR de 26 830,04 soit un taux d'exécution de 57,99% dont 13 184,36 Mds sur ressources propres (84,75%) et 2 374,32 Mds sur financement extérieur (15,26%).

Rapportées aux plafonds ajustés des crédits après vote de la LFR 2020 de 26 341,60, ces dépenses représentent 59,06%.

Comparée aux crédits inscrits en LFI de 22 313,38 Mds, cette exécution est de 69,73 %.

L'exécution hors finex, base paiement, se chiffre à 13 184,36 Mds contre un objectif à fin décembre de 22 300,04 Mds, soit 59,12%. Cette exécution concerne les dépenses courantes pour 12 792,92 Mds (97,03%) et les dépenses d'investissement sur ressources propres pour 391,44 Mds ; soit 2,97 %.

Cependant, les dépenses engagées se sont établies à 20 176,70 Mds, soit 65,34 % par rapport aux dépenses payées hors finex.

Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables y compris finex, se chiffre à 22 915,70 Mds.

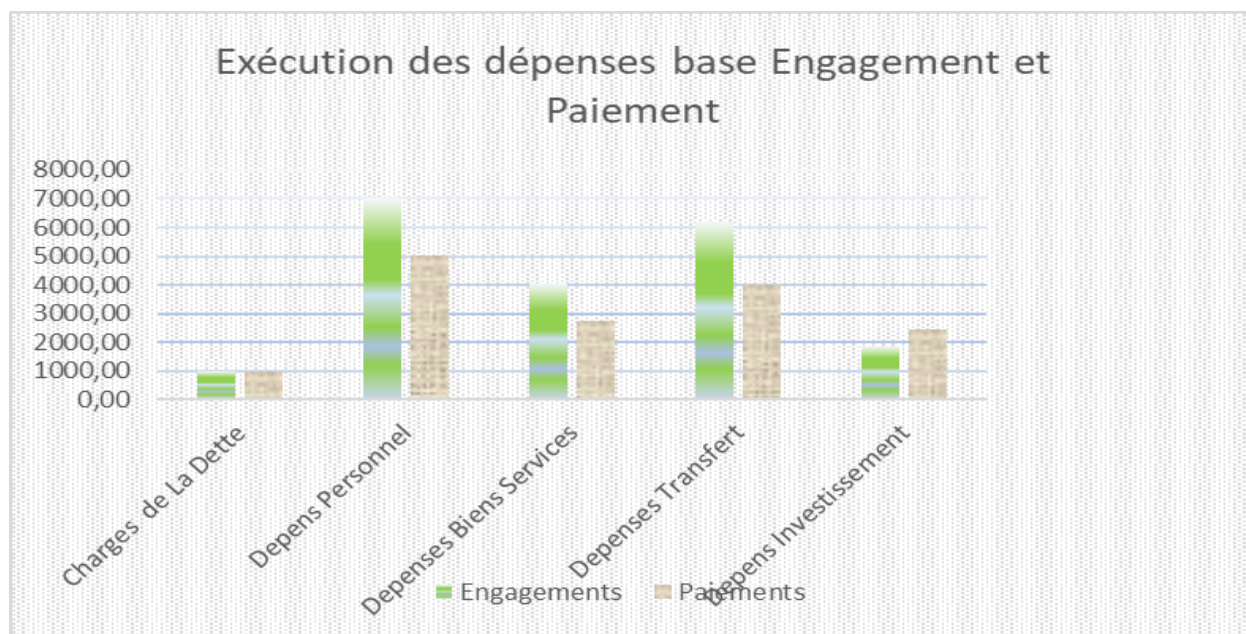
Le tableau ci-dessous présente l'exécution des dépenses par titre.

Tableau 13: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX

Libellés	LFR	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement	Engagements		Paiements	
					decembre	Taux	decembre	Taux
Charges Financieres de la dette	1 278,00	0,00	1 278,00	1106,98	1 013,67	91,57%	1 013,67	91,57%
Dépenses de personnel	6 332,95	504,86	6 837,81	5367,96	7 023,50	130,84%	5 008,82	93,31%
Dépenses de biens et services	3 542,77	650,38	4 193,15	2871,41	4 072,67	141,84%	2 755,52	95,96%
Dépenses de transfert	7 835,39	2 206,22	10 041,61	5186,05	6 208,56	119,72%	4 014,92	77,42%
Dépenses d'investissement	3 310,93	680,09	3 991,02	2825,07	1 858,30	65,78%	391,44	13,86%
TOTAL	22 300,04	4 041,56	26 341,60	17 357,46	20 176,70	116,24%	13 184,36	75,96%

Sources : DNB/DNSI/DNCF

Figure 3: Analyse globale des dépenses à fin décembre 2020



La Guinée à l'instar des autres pays du monde reste confrontée à la pandémie de la COVID-19 dont le premier cas est apparu dans notre pays le 16 mars 2020. Le Gouvernement et la population guinéenne se sont investis dès cette apparition, dans un plan de riposte pour endiguer cette pandémie.

Les premières mesures ont été prises, suivies de la déclaration de l'état d'urgence par le Président de la République le 26 mars 2020. Ces mesures ont été amendées le 14 avril 2020, avec notamment la fermeture des écoles, des universités, des lieux de loisirs et de culte sur l'ensemble du territoire national. Le port du masque a été rendu obligatoire.

C'est dans ce cadre que le Gouvernement a fait confectionner deux millions de masques réutilisables produits par la Guinée et dont la distribution fut gratuite.

La politique mise en place par le Gouvernement est de procéder à un dépistage massif, afin d'isoler tous les cas positifs éventuels et en même temps éviter qu'ils ne contaminent les personnes ayant d'autres maladies graves ainsi que les vieilles personnes et les femmes enceintes.

Ces chiffres confirment que le combat n'est pas encore gagné et que nous devons redoubler d'efforts et de vigilance.

Par la suite, les mesures envisagées et mises en œuvre par le Gouvernement étaient d'ordre sanitaire, social, économique et financier.

II -2-1 Mise en œuvre du plan de riposte à la COVID-19

Pour atténuer les effets de la COVID-19, le Gouvernement a mis en place un plan de riposte économique à la crise sanitaire COVID-19. Ce plan a été élaboré autour de 30 mesures regroupées en trois axes principaux chiffrés à 3 073,60 Mds.

1. **Axe 1 Composante sanitaire** : Pour vaincre la pandémie, l'Etat guinéen consacre 1 151,89 Mds destinés à la prise en charge sanitaire, aux dépistages, à la construction et acquisition des structures sanitaires de références, à la surveillance, à la logistique etc.
2. **Axe 2 Composante Sociale** : Elle concerne le secteur social évalué à 910,61 Mds pour la prise en charge de la gratuité de l'électricité et de l'eau potable des abonnés au tarif social, des transports publics et d'appui à la garantie de la stabilité des prix des produits de santé et de première nécessité.
3. **Axe 3 Appui au secteur privé** : Pour soulager la trésorerie du secteur privé et assouplir les mécanismes de financement de l'Economie, un montant de 1 011,1 Mds a été prévu sous forme de remboursement de crédits de TVA, report de paiement d'impôts et taxes et des fonds d'appui et de garantie des prêts aux entreprises.

A fin 2020, ce plan de riposte a été exécuté à hauteur de 2 932,63 Mds dont 1 529,86 Mds pour la phase 1 qui s'étend d'avril à juin 2020 et 181,48 Mds pour la phase 2 de juillet à septembre 2020, en allègements fiscaux 969,40 Mds, la contribution des partenaires au développement pour 25,83 millions de dollars US, soit 251,89 Mds de Francs Guinéens sur une prévision de 49,79 millions de dollars US.

Exécution par composante du plan de riposte :

- Composante sanitaire : Cette composante a été exécutée à hauteur de 944,65 Mds et concerne les volets déploiement de la surveillance sanitaire, l'amélioration des capacités d'hébergement, l'achat de tests rapides et de médicaments, la prise en charge des frais de laboratoire, le lancement d'essais cliniques, la prise en charge de l'assistance médicale cubaine et la construction/acquisition des structures sanitaires.
- Composante sociale : Le volet social du plan de riposte a été exécuté pour un montant de 255,24 Mds dont 151,36 Mds à la phase 1. Les principales rubriques de cette composante portent sur le volet sensibilisation, distribution des kits sanitaires et accompagnement communautaire (92,50 Mds), la gratuité des transports publics à Conakry (26 Mds), la prise en charge des factures d'électricité des abonnés au tarif social (195,86 Mds), la prise en charge des factures d'eau des abonnés au tarif social (10 Mds), le soutien aux promoteurs culturels (2 Mds) et autre soutien social notamment l'assistance et le rapatriement des guinéens de l'extérieur (11,38 Mds).
- Appui au secteur privé : Pour soulager les secteurs les plus affectés, préserver l'emploi et garantir la viabilité des entreprises, un appui à hauteur de 428,66 Mds a été accordé au secteur privé. Il s'agit essentiellement de remboursement de crédits TVA aux entreprises du secteur minier pour 200 Mds, apurement des créances des hôtels et

restaurants pour 27,20 Mds, apurement de la dette intérieure audité pour 4,46 Mds, l'octroi d'un fonds de garantie des prêts aux entreprises pour 50 Mds, la mise en place d'un fonds d'appui aux groupements d'intérêt économique et aux entreprises pour 20 Mds et l'appui au secteur agricole pour 127 Mds.

- Au titre des mesures d'allègements fiscaux, il a été réalisé 969,40 Mds. Ces allègements sont relatifs au report des charges fiscales et sociales pour le secteur du tourisme et de l'hôtellerie (15 Mds), renonciation à la TVA dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie (9 Mds), report des charges fiscales pesant sur le petit commerce et l'artisanat (13 Mds), report du paiement d'impôts, taxes et versements assimilés à l'Etat ainsi que des charges sociales pesant sur les petites et moyennes entreprises pour contenir leurs difficultés de trésorerie (50,6 Mds), exonération de droits et taxes sur les équipements de santé et produits assimilés et entrant dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 (200 Mds), suspension de la facturation des pénalités de surestaries portuaires (24 Mds), gel des factures d'eau et d'électricité pour le secteur du tourisme et de l'hôtellerie (17,80 Mds), réduction de moitié de la contribution foncière unique et de la patente (100 Mds), réduction des activités de la DNI pour (540 Mds).

S'agissant des contributions des partenaires au développement, il a été mobilisé 251,89 Mds, soit 25,83 millions de dollars US, repartis comme suit :

- Groupe de la Banque Mondiale : 121,95 Mds,
- Banque Islamique de Développement (BID) : 91,42 Mds
- Banque Africaine de Développement (BAD) : 35,18 Mds
- Dons du Royaume d'Arabie Saoudite : 3,33 Mds.

II -2-2 Situation d'exécution des dépenses du fonds d'entretien routier

Le Gouvernement Guinéen, soutenu par ses partenaires techniques et financiers, a institué le Fonds d'Entretien Routier (FER) de deuxième génération par décret N°114/PRG/SGG/00.

Il est placé sous la tutelle du Ministère en charge des Travaux Publics. Le FER a été créé comme Établissement Public à caractère industriel et commercial (EPIC), doté d'une personnalité morale et de l'autonomie financière. Son statut juridique est en cours d'évolution pour le mettre en harmonie avec la Loi sur la Gouvernance Financière des Etablissements et Entreprises Publics. Le FER-Guinée est affilié à l'Association des Fonds d'Entretien Routier Africains (AFERA) dont il a assuré la présidence pour un mandat de 2 ans jusqu'en décembre 2020.

Conformément au décret sus-cité, les activités financées par le Fonds d'entretien routier sont :

- ✓ les travaux d'entretien courant ;
- ✓ les travaux d'entretien périodique ;
- ✓ les travaux d'amélioration de la sécurité de la circulation routière ;
- ✓ les travaux d'urgence sur le réseau routier (routes, ouvrages et bacs) ;
- ✓ les études et les prestations liées à l'exploitation et à la gestion des réseaux routiers ;
- ✓ les actions de suivi et de contrôle des travaux d'entretien routier ;
- ✓ les frais de fonctionnement et d'équipement du FER.

Il assure le financement des activités d'entretien à travers quatre maîtres d'ouvrage délégués relevant de trois Ministères dont 2 au compte du Ministère des Travaux Publics (DNER et DNRP), 1 au compte du Ministère de l'Agriculture (DNAGR) et 1 au compte du Ministère des Transports (DNTT).

Les activités réalisées par le Fonds d'Entretien Routier (FER) au 31 Décembre 2020 se sont concentrées autour des aspects ci-après :

- A. La gestion financière et budgétaire ;
- B. Le financement et le suivi des projets d'entretien routier ;
- C. La comptabilité, la gestion des contrats et l'audit des comptes ;
- D. La gestion administrative intégrant les activités du Conseil d'Administration ;
- E. La Présidence de l'AFERA.

Ces différentes activités concourent à l'atteinte de l'objectif principal du FER qui est la recherche et la bonne gestion des ressources destinées à l'entretien du réseau routier éligible.

GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

Les ressources : Les recettes encaissées par le FER au titre de l'exercice 2020 se chiffrent à 463,37 Mds contre une prévision de 302,31 Mds, soit un dépassement de 161,06 Mds (53%) par rapport à la prévision annuelle. A cela s'ajoute des reports de l'exercice 2019 pour un montant de 106,56 Mds.

Le dépassement de 161,06 Mds s'explique par l'application, à partir de juillet 2020, de l'Arrêté Conjoint N°A/2017/059/MTP/MEF/SGG du 18/01/2017 portant la RER à 500 GNF/litre de carburant contre 250 GNF/Litre anciennement.

Les dépenses du FER à fin décembre 2020 ont été exécutées à hauteur de 378,82 Mds et ont servi au financement des travaux d'entretien de routes et pistes rurales, à l'amélioration de la sécurité routière et de la mobilité urbaine, aux frais liés à la gestion du réseau, à l'acquisition d'équipements et aux charges de fonctionnement du FER. Le taux d'exécution des dépenses est de 81% par rapport aux encaissements. Ce taux a atteint 94% par rapport aux prévisions initiales y compris les reports.

II -2-3 Analyse des dépenses par titre

Dépenses courantes

Sur un objectif de la LFR de 18 989,11 Mds, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 12 792,92 Mds, soit un taux d'exécution de 67,37%. Rapportées aux crédits ajustés à fin décembre de 22 350,57 Mds, l'exécution s'est située à 57,24 % contre 77,66% par rapport à la LFI. Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit par titre :

Titre I : Charges financières de la dette

Sur un objectif de la LFR de 1 278,00 Mds, les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 1 013,67 Mds, soit 91,57%. Rapporté à l'objectif de la LFI de 1 154 Mds, le taux d'exécution est de 96,51%.

Cette exécution concerne les intérêts aux non-résidents pour 787,83 Mds et les intérêts aux résidents autres que les administrations publiques pour 225,83 Mds.

Titre II : Dépenses de personnel

Au titre des dépenses de personnel, il a été exécuté au cours de l'exercice budgétaire 2020, un montant de 5 008,82 Mds (79,10%) sur une prévision annuelle de 6 332,95 Mds. Comparé à la LFI de 6 113,47 Mds, le niveau d'exécution est de 81,93%. Cette exécution ne concerne uniquement que les salaires et traitements.

Les salaires et traitements se décomposent ainsi qu'il suit:

Salaires et traitements en espèce.....	5 163,79 Mds
Salaires et traitements en nature.....	605,68 Mds.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de personnel ont été exécutées pour un montant de 6 203,80 Mds.

Titre III : Dépenses de biens et services

Sur un objectif annuel de 3 542,77 Mds, il a été exécuté au titre des dépenses de biens et services un montant de 2 755,52 Mds, soit un taux d'exécution de 95,96%. Rapporté aux crédits inscrits en LFI de 3 940,66 Mds, ce taux d'exécution représente 69,93%.

L'exécution des dépenses de biens et services se décompose comme suit :

- Fournitures de services..... 1 492,68 Mds ;
- Achat de carburants et lubrifiants.....365,61 Mds ;
- Frais de déplacement.....212,43 Mds ;
- Frais de représentation et manifestation145,96 Mds ;
- Entretien et réparations.....120,33 Mds ;
- Consommation Eau, Electricité et Télécommunication.....16,22 Mds ;
- Achats de fournitures et biens courants.....330,28 Mds ;
- Achats de fournitures et biens spécifiques.....53,86 Mds ;
- Dépenses diverses18,15 Mds.

Titre IV: Dépenses de transferts

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 4 014,92 Mds sur un objectif annuel de 7 835,39 Mds dont 2 157 Mds exécutées en faveur de la Société d'Electricité de Guinée (EDG) contre 3 308 Mds prévues en LFR 2020. Les dépenses effectuées en faveur de la

société EDG sont imputables essentiellement au contrat de fourniture de fuel et aux contrats de vente d'énergie.

Ce titre a enregistré ainsi un taux d'exécution de 77,42% par rapport à l'objectif annuel et 76,27% par rapport à la LFI.

L'exécution des dépenses de transferts se décompose ainsi qu'il suit :

- Transferts courants..... 3 099,04 Mds, soit 77,19 % ;
- Transferts aux ménages..... 799,66 Mds, soit 19,92% ;
- Transferts en capital..... 16,66 Mds, soit 0,41% ;
- Autres transferts..... 99,56 Mds, soit 2,48%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de transferts se sont établies à 6 601,60 Mds. Par ailleurs, les dépenses engagées de la période se chiffrent à 5 186,05 Mds .

Titre V : Dépenses d'investissement

L'exécution annuelle des dépenses d'investissements publics yc FINEX se chiffre à 2 765,76 Mds contre une prévision de la LFR de 7 015 Mds, soit un taux d'exécution de 39,43%. Cette exécution se décompose en financement sur ressources propres pour 391,44 Mds (14,15%) et en financement extérieur pour 2 374,32 Mds (85,85%).

Comparé à l'objectif de 9 478,11 Mds prévus dans la LFI 2020, les dépenses d'investissements ont été exécutées à hauteur de 29,18%.

Les dépenses financées sur ressources extérieures se décomposent dans les tableaux ci-après.

Tableau 14: Exécution des projets FINEX à fin décembre 2020 (en milliards de GNF)

CODE	LIBELLE	PREVISION FINEX 2020			EXECUTION FINEX 2020			
		PRETS	DONS	TOTAL	PRETS	DONS	TOTAL	Taux
2	(AFD) / France	173 732,5	331 980,5	505 713,0	0,0	0,0	0,0	0,0%
4	IDA)	1 652 560,4	270 609,3	1 923 169,7	322 005,9	434 135,2	756 141,1	39,3%
5	(OFID)	90 451,7	0,0	90 451,7	57 791,8	0,0	57 791,8	63,9%
6	(BAD – FAD)	158 871,6	300 093,3	458 964,9	57 271,7	30 853,1	88 124,8	19,2%
7	(BADEA)	319 145,7	0,0	319 145,7	107 632,1	0,0	107 632,1	33,7%
8	(BID)	1 000 572,1	0,0	1 000 572,1	529 028,4	0,0	529 028,4	52,9%
9	(FKDEA)	148 692,0	0,0	148 692,0	1 202,6	0,0	1 202,6	0,8%
10	(FIDA)	0,0	30 000,0	30 000,0	48 534,6	40 266,0	88 800,6	296,0%
12	(FED)/BEI	1 153 854,9	618,0	1 154 472,9	135 474,2	0,0	135 474,2	11,7%
13	(FSD)	35 644,9	0,0	35 644,9	34 863,6	0,0	34 863,6	97,8%
14	(FEM)	0,0	6 642,4	6 642,4	0,0	0,0	0,0	0,0%
15	(CHINE)	776 000,0	0,0	776 000,0	264 289,2	0,0	264 289,2	34,1%
16	(PNUD-FAO- ONUDI-FNUAP- OMS-UNICEF- UNFPA)	7 858,4	33 944,2	41 802,6	0,0	0,0	0,0	0,0%
17	La République D'Espagne	37 000,0	37 000,0	74 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0%
21	(ADFD)	36 938,7	0,0	36 938,7	0,0	0,0	0,0	0,0%

22	BIDC	34 000,0	0,0	34 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0%
23	C2D	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
24	Autres (CFC, UA, PaysBas, Amba USA, Af sud -vietnam, Amériq ...)	34 181,3	171 659,0	205 840,3	0,0	0,0	0,0	0,0%
	TOTAL HORS TAXES	5 659 504,2	1 182 546,7	6 842 050,9	1 558 094,1	505 254,3	2 063 348,4	30,2%

Source : DNIP

A fin décembre 2020, le niveau d'exécution du financement extérieur correspondant aux demandes de retraits de fonds s'est établi à 2 063,35 Mds à raison de 1 558,09 Mds au titre de prêts et 505,25 Mds en dons.

Il a été exécuté au 31 décembre 2020, un montant de 27 291 157 Euros soit 310,97 Mds de GNF au fixing de la BCRG au 31 décembre ; 1 Euro pour 11 394,63 GNF au titre des accords de coopération entre l'Union Européenne et la République de Guinée dans le cadre de l'appui au renforcement de la bonne gouvernance, de la lutte contre la pauvreté et de l'amélioration des infrastructures sociales. Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit :

- ❖ Appui budgétaire (Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat - PACE II).... 310,97 Mds GNF ;
- ❖ Projets Finex.....2 063,35 Mds GNF
(voir tableau ci-dessous).

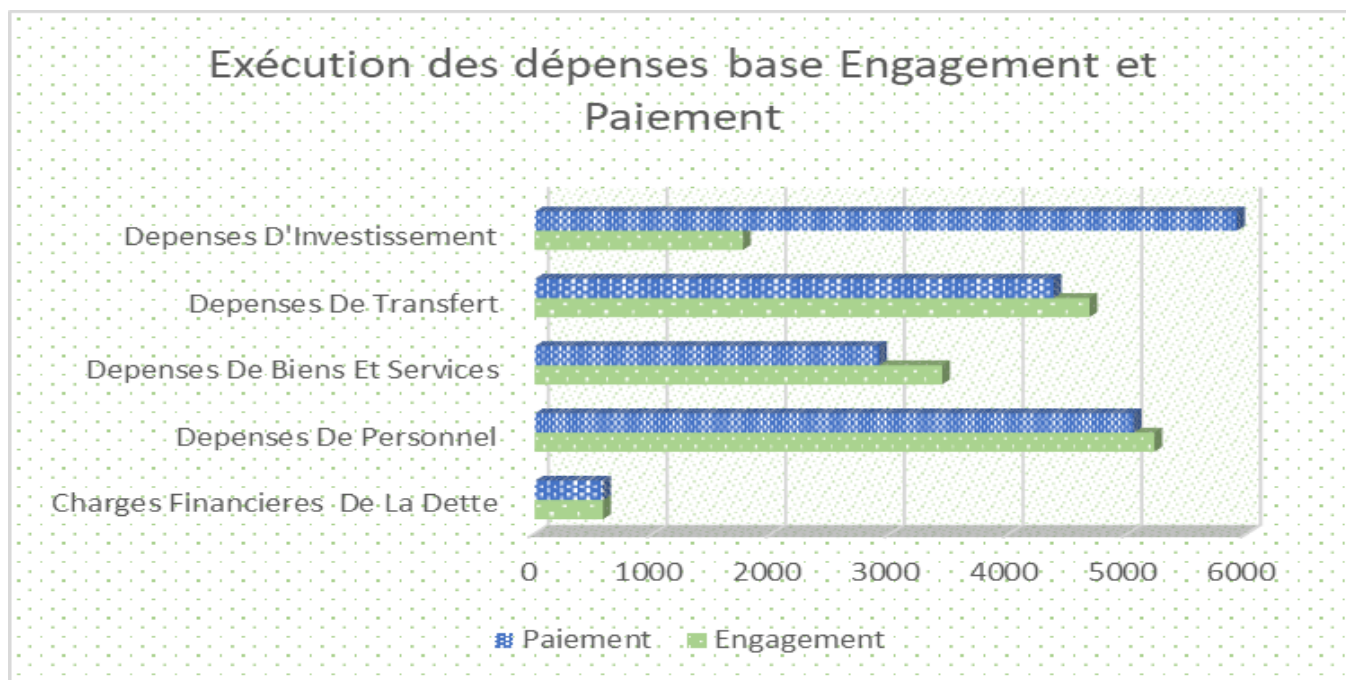
Tableau 15: Exécution des projets financés par l'Union Européenne au 31 décembre 2020 (en Euro)

<i>Instrument</i>	<i>Titre</i>	PAIEMENTS
10ème FED	Programme d'appui complémentaire aux élections (PACE)	0
	Projet d'Appui au Secteur des Transports (PAST)	14,14
	Facilité de coopération technique II (TCF)	0,00
	Appui au Service Public de l'Eau - Initiative OMD (SNAPE)	2,80
	Projet d'Appui à la Santé en Guinée (PASA)	17,53
	Programme d'appui à la société civile en République de Guinée (PASOC)	0,00
	Programme d'Appui Sectoriel à la Décentralisation et à la Déconcentration (PASDD)	0,26
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité - volet 1 (PARSS-1)	0,00
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité - volet 2 (PARSS-2)	-0,71
	Programme d'Appui à la Réforme des Finances Publiques (PARFIP)	3,44
	Programme d'appui à la réforme du secteur de la justice en République de Guinée (PARJU)	12,12
Sous Total 10e FED		49,60
PIN 11ème FED	Programme d'Appui à la Mise en Œuvre de la Coopération (PAMOC)	5,70
	Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat (SBC/appui budgétaire)	3,18
	Programme d'Appui aux Elections et aux Institutions Démocratiques (PEID)	1,60
	Programme d'appui au secteur santé en Guinée (PASA-2)	0,00
	Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de Sécurité en Guinée (PARSS 3)	0,00
	Programme de Développement Urbain et Assainissement en Guinée (SANITA)	11,16

	Appui au secteur des transports - (TRANSIT)	0,00
	Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat - PACE II - Appui Budgétaire	0,00
	Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat - PACE II - Mesures d'accompagnement (inclus subventions Covid19)	100,25
	Deuxième phase du volet Assainissement Urbain - SANITA II	0,00
	Programme d'Appui à la Mise en Oeuvre de la Coopération II (PAMOC II)	1,37
	Projet d'appui à l'émergence de l'économie créative en Guinée (via la digitalisation)	0,00
	Sous Total PIN 11e FED	123,26
PIR 11ème FED	Appui à la Gouvernance dans le secteur des transports en Afrique de l'Ouest - PIR	0,05
	Programme d'Appui pour la Préservation des écosystèmes Forestiers en Afrique de l'Ouest (PAPFor)	0,00
	Programme d'appui à la Compétitivité en Afrique de l'Ouest - PIR	0,00
	Appui à la Gouvernance dans le secteur des transports en Afrique de l'Ouest - Volet -République de Guinée	1,97
	Sous Total PIR 11e FED	2,02
	Sous Total 11e FED	125,28
	Total Fonds Européen de Développement	174,89
Plan d'Investissement Extérieur de l'UE	Projet de réhabilitation de la route Coyah-Forecariah-Farmoreah	75,75
	Projet d'interconnexion en 225 KV des réseaux électriques de la Guinée et du Mali	0,00
	Projet de construction et de bitumage de la route Boké (Guinée)-Québo (Guinée Bissau)	0,00
	Total Plan d'Investissement Extérieure de l'UE	75,75
Fonds Fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière (FFU)	Migration - INTEGRA - Renforcement de la gouvernance des migrations et de support à la réintégration durable des migrants en République de Guinée - Volet OIM	0,00
	Migration - INTEGRA - Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet ENABEL	0,00
	Migration - INTEGRA - Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet CCI	0,00
	Migration - INTEGRA - Programme d'Appui à l'Intégration Socioéconomique des jeunes en République de Guinée - Volet GIZ	0,00
	Migration - INTEGRA - Communications - Visibilités - Evaluation - Audit - Imprévus	0,24
	Total Fonds Fiduciaire d'urgence	0,24
Budget UE / Lignes thématiques	FOOD - Sécurité Alimentaire, Résilience et Agro-écologie en Guinée (SARA Guinée) - GRET	3,42
	CSO-LA - Organisations de la société civile et autorités locales - Guinée 44-UP-TRIAS	1,37
	EIDHR - Assistance aux victimes de violations graves des droits de l'homme	0,00
	EIDHR - Suivi citoyen de l'action publique et gouvernance locale participative - AID ACTION ASSOCIATION	0,00
	CSO-LA - Renforcement des OSC pour la création d'emplois durables en Guinée	1,14
	ICSP - Appui au renforcement de la police de proximité et à la dépollution pyrotechnique	0,00
	ICSP - Mesure d'aide exceptionnelle en faveur de la Guinée "Programme d'appui à la prévention de l'extrémisme violent et à la lutte contre l'impunité en Guinée"	0,00
	CSO-LA - Civil Society Organisations as actors of Governance and Development Work in the Field	22,28

	CBSS 2018 - Country-based calls for proposals for the defence of human rights and democracy	0,00
	EIDHR - Support to local civil society action through Country-Based Support Scheme (CBSS)	0,80
	CSO-LA - Organisations de la société civile et autorités locales (TDH + Plan International)	31,09
	Total Lignes Budgétaires Thématiques	60,10
	Grand Total	310,97

Figure 4: Exécution des dépenses par titre base engagement et paiement à fin Décembre 2020



II-2-4 Situation des restes à payer à fin décembre 2020

Les restes à payer au titre de l'exercice 2020 se chiffrent globalement à 2 891,88 Mds. Elles concernent les dépenses de personnel pour 272,89 Mds, les biens et services pour 772,68 Mds, les transferts pour 1 066,06 Mds et les dépenses d'investissement pour 780,25 Mds.

La situation des encours de paiement à fin décembre 2020 se présente dans le tableau ci-dessous:

Tableau 16: Situation des restes à payer au 31 décembre 2020

INTITULE	Restes à payer au 31 décembre 2020		TOTAUX
	Plus 90 jours	Moins de 90 Jrs	
DEPENSES DE PERSONNEL	7 132 340 000	265 757 680 287	272 890 020 287
DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	344 807 000 931	427 876 965 452	772 683 966 383
DEPENSES DE TRANFERTS	185 639 116 261	880 417 968 716	1 066 057 084 977
DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	371 458 263 854	408 794 788 113	780 253 051 967
TOTAL GENERAL	909 036 721 046	1 982 847 402 568	2 891 884 123 614

Sources : DNTCP

II.2.5 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés

Globalement, les délégations de crédits en faveur des services déconcentrés de l'Etat se chiffrent à 998,08 Mds dont 458,10 Mds pour les services déconcentrés de l'intérieur et 539,98 Mds pour l'extérieur (ambassades et missions diplomatiques et consulaires.
(Cf. tableaux 16 et 17).

La répartition annuelle de ces délégations de crédits se présente de la manière suivante :

Tableau 17: Situation des délégations de crédits de l'intérieur au 31 décembre 2020 (en milliards de GNF)

CD_SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	ORDONNANCE	PAYE
04	Ministere De L'Administration Du Territoire Et De La Decentralisation	362	416,16	11,95	11,95	7,96
05	Ministere De La Securite Et De La Protection Civile	1	0,65	0,00	0,00	0,00
06	Ministere De La Justice	43	13,04	5,97	5,97	5,97
08	Ministere Du Plan Et De La Cooperation Internationale	47	0,00	0,00	0,00	0,00
09	Ministere De L'Economie Et Des Finances	83	1,84	0,00	0,00	0,00
11	Ministere De L'Agriculture	29	313,38	154,39	63,15	45,37
12	Ministere De La Pêche Et De L' Aquaculture	44	2,85	1,50	0,09	1,50
13	Ministere Des Mines Et De La Geologie	3	5,65	1,15	0,00	0,00
14	Ministere Des Travaux Publics	32	478,45	243,82	241,28	74,13
15	Ministere De La Ville Et De L'Amenagement Du Territoire	44	7,79	4,92	1,24	0,00
16	Ministere Du Commerce	4	0,00	0,00	0,00	0,00
17	Ministere De L'Hotellerie, Du Tourisme Et De L'Artisanat	3	4,67	2,09	2,09	0,00
18	Ministere De La Sante	82	462,42	340,63	332,87	106,19
19	Ministere De L'Action Sociale, De La Promotion Feminine Et De L'Enfance	8	1,06	0,01	0,01	0,00
20	Ministere De L'Enseignement Pre Universitaire Et De L'Alphabetisation	44	128,51	47,26	47,26	46,69
21	Ministere De L'Enseignement Technique, De La Formation Professionnelle, De L'Emploi Et Du Travail	50	21,96	13,38	13,38	0,00
22	Ministere De La Communication	1	5,50	0,00	0,00	0,00
23	Ministere De La Jeunesse Et De L'Emploi Jeune	10	1,58	0,00	0,00	0,00
30	Secretariat General Des Affaires Religieuses	11	3,43	0,00	0,00	0,00
31	Ministere De L'Environnement, Des Eaux Et Forets	24	47,63	44,85	34,28	14,51
32	Ministere Des Transports	1	20,00	0,00	0,00	0,00

34	Ministere De L'Enseignement Supérieur Et De La Recherche Scientifique	28	300,68	208,50	208,50	142,89
36	Ministere De L'Energie Et De L'Hydraulique	8	93,50	59,97	24,47	6,50
40	Ministere De L'Elevage Et Des Productions Animales	4	11,05	1,44	1,44	1,00
41	Ministere De L'Industrie, Des Pme Et De La Promotion Du Secteur Privé	4	0,02	0,00	0,00	0,00
43	Ministere De La Culture, Des Sports Et Du Patrimoine Historique	2	5,00	5,00	5,00	5,00
51	Région Administrative De Boké	1	0,57	0,00	0,00	0,00
52	Région Administrative De Faranah	1	0,46	0,00	0,00	0,00
53	Région Administrative De Kankan	1	0,57	0,00	0,00	0,00
54	Région Administrative De Kindia	1	0,57	0,00	0,00	0,00
55	Région Administrative De Labé	1	0,57	0,00	0,00	0,00
56	Région Administrative De Mamou	1	0,34	0,00	0,00	0,00
57	Région Administrative De N'Zérékoré	1	0,69	0,00	0,00	0,00
64	Ministere Du Budget	59	18,19	0,00	0,00	0,00
80	ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	3	17,00	12,00	0,00	0,00
98	Structures Rattachées PRG	2	2,10	2,05	2,05	0,40
Total		1 043	2 387,89	1 160,90	995,03	458,10

Tableau 18: Situation des délégations de crédits de l'extérieur au 31 décembre 2020 (en milliards de GNF)

CD_SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	ORDONNANCE	PAYE
03	Ministerede A La Presidence Charge De La Defense Nationale	14	257,92	257,44	245,00	212,53
07	Ministere Des Affaires Etrangères Et Des Guinéens De L'Etranger	47	371,43	360,74	8,61	289,88
10	Ministere De La Fonction Publique, De La Reforme De L'Etat Et De La Modernisation De L'Administration	1	1,51	1,51	1,51	1,26
30	Secretariat General Des Affaires Religieuses	3	39,60	0,00	0,00	0,00
78	Ministère e Charge des investissements et du Partenariat Public Privé	1	7,40	7,40	7,40	3,70
98	Structures Rattachées PRG	2	71,12	68,51	68,51	32,62
Total		68	748,98	695,59	331,03	539,98

II.2.5 Situation de l'exécution des dépenses des filets sociaux non contributifs

Les dépenses relatives aux filets sociaux non contributifs sont l'ensemble des dépenses financées sur ressources intérieures pour appuyer les activités de protection des couches vulnérables sans contribution ou contrepartie de la part des bénéficiaires.

Les crédits inscrits dans la loi de finances rectificatives en faveur des filets sociaux se chiffrent à 1 951,85 Mds GNF contre 842,29 Mds GNF en LFI 2020, soit une augmentation de 1 109,56 Mds. Cet accroissement est dû d'une part, à la hausse des crédits de la fonction protection sociale pour 1 215,04 Mds GNF et 6,50 Mds GNF pour la fonction Affaires Economiques; d'autre part, à la contraction de l'allocation budgétaire de la fonction santé pour 111,97 Mds GNF.

A fin décembre, le niveau d'exécution des dépenses de filets sociaux se chiffre à 871,90 Mds GNF (53,02%) contre 1 644,58 Mds engagés (84,26%).

Tableau 19: Etat d'exécution des filets sociaux non productifs

Libellés	LFI	LFR	Crédits actuels	Engagements		Paiements	
				Crédits engagés	Taux	Crédits payés	Taux
SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	6,08	6,08	6,08	6,08	100,00%	3,57	58,72 %
AFFAIRES ECONOMIQUES	11,81	18,31	18,31	18,31	100,00%	7,80	42,60%
SANTE	456,56	344,59	398,63	389,16	112,93%	127,23	32,69%
ENSEIGNEMENT	37,06	37,06	72,32	67,76	182,84%	26,50	39,11%
PROTECTION SOCIALE	330,78	1 545,82	1 719, 04	1 163,27	75,25%	706,80	60,76%
Total	842,29	1 951,85	2 214,39	1 644,58	84,26%	871,90	53,02%

Source : DNB

III-SOLDE BUDGETAIRE

Le solde de base à fin décembre 2020, se chiffre à – 3 305,85 Mds soit – 2,3% du PIB contre un objectif de la même période de – 2 765,84 Mds (- 2,5% du PIB).

Le solde net de gestion s'est établi à – 4 767,8 Mds contre un repère à fin décembre de -5 465,2 Mds dégagant un besoin de financement de -8 642,8 Mds pour la couverture des investissements.

IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le solde budgétaire ainsi obtenu a été financé par des ressources de financement de 6 246,3 Mds contre des charges de financement de 2 242,1 Mds.

IV-1. Situation des ressources de financement

Les ressources de financement mobilisées au cours de la période se chiffrent à 6 246,3 Mds contre 6 761,2 Mds prévus dans la LFR 2020. Cette réalisation se décompose en emprunts pour 6 021,1 Mds, en remboursement de prêts accordés pour 225 Mds et les cessions d'actifs pour 0,2 Md.

IV-2. Situation des charges de financement

Les charges de financement se chiffrent à 2 242,1 Mds représentant les remboursements du capital des emprunts dont 2 235,6 Mds en emprunts intérieurs et 6,6 Mds en emprunts extérieurs.

Tableau 20: Situation des ressources et des charges de financement à fin décembre 2020

3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	6 023,2	6 022,57	3 522,30	58,48%	100,00%
31	CESSION D'ACTIFS	97,3	97,28	46,38		1,32%
32	EMPRUNTS	5 744,0	5 744,00	3 250,43	56,59%	92,28%
321	Emprunts Intérieurs	80,0	80,00	1 372,78	1715,98%	38,97%
	<i>dt Banque commerciale</i>	80,0	80,00	1 372,78	1715,98%	38,97%
322	Emprunts Extérieurs	5 664,0	5 664,00	1 877,65		53,31%
33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,0	0,00	0,00		0,00%
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	181,9	181,29	225,49	124,38%	6,40%
345	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	180,6	180,65	225,49	124,82%	6,40%
4	CHARGES DE FINANCEMENT	2 617,1	2 617,35	2 958,14	113,02%	100,00%
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF					
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	2 617,1	2 617,35	2 958,14	113,02%	100,00%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 958,1	1 958,35	2 307,13	117,81%	77,99%
	<i>dt Banque Centrale</i>	345,0	345,00	-490,38		-16,58%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	659,0	659,00	651,01	98,79%	22,01%
	Principaux agrégats et soldes					

	Solde de base	691,99	692,43	780,02	112,65%	112,72%
	Soldede base % PIB	0,5%	0,55%	0,62%	113,21%	0,00%
	PIB	126 356,0	126 988,00	126 356,00	126 860,00	126 860,00
	Taux de change USD	9 815,0	9 815,0	9 815,0	100,00%	14,183754
	Pression Fiscale yc Dons	15,68%	15,68%	13,92%	88,77%	0,02%
	Pression Fiscale hors Dons	13,63%	13,63%	12,34%	90,52%	0,02%

V-CONCLUSION

A fin décembre 2020, la réalisation des recettes sur la base des encaissements, reste inférieure à l'objectif annuel de la LFR. En effet, les recettes mobilisées se situent à 84,62 % par rapport aux prévisions annuelles. Quant aux dépenses, elles se situent à 57,99% par rapport à l'objectif de la LFR.

En effet, l'exécution annuelle enregistre une baisse des recettes et des dépenses par rapport à l'objectif annuel respectivement de 2 439,04 Mds et 11 271,37 Mds. La baisse des recettes est en grande partie causée par le ralentissement des activités économiques dû à l'effet de la maladie à COVID-19. Quant aux dépenses, l'économie réalisée de 11 271,37 Mds est due au gel des dépenses de fonctionnement des ministères et institutions pendant cette période.

Comparativement à la situation de la LFI 2020, l'exécution du budget de l'Etat se situe à 82,13%. Par contre, en prenant en compte les prévisions ajustées, les recettes réalisées ont atteint 84,62% et les dépenses se sont établies à 57,99%.

L'exécution budgétaire au cours des derniers mois de l'année 2020 a été marquée par un fort ajustement budgétaire suite à la baisse des recettes, afin de préserver la stabilité macroéconomique et de respecter les objectifs de la période.

En effet, le solde de base à fin décembre 2020, se chiffre à – 3 305,85 Mds soit -2,3% du PIB contre un objectif de la LFR de -2 765,84 Mds (-2,5%) convenu avec le FMI .

Le solde net de gestion s'est établi à -4 767,8 Mds contre un repère à fin décembre de -5 465,2 dégageant un besoin de financement de 8 642,8 Mds pour la couverture des investissements.

ANNEXES

Tableau 21: Exécution globale/phase de la dépense et par administration à fin juin 2020 (en de milliards de gnf)

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modificatio ns	Crédits Actuels	Plan d'Engagem ent decembre	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paielements	
					decembre	Taux	decembre	Taux	decembre	Taux	decembre	Taux
Présidence de la Rep	489,96	9,07	499,02	339,32	481,43	141,88%	138,03	40,68%	363,15	107,03%	436,11	128,53%
Primature	149,54	52,84	202,38	76,92	94,90	123,37%	78,01	101,42%	78,01	101,42%	44,92	58,39%
Min.de la Défense	1993,05	-2,16	1990,89	1636,87	2103,90	128,53%	1067,10	65,19%	1411,47	86,23%	1715,84	104,82%
Min.Admin.Terr.Dec	410,41	1,39	411,81	384,15	261,00	67,94%	195,72	50,95%	193,60	50,40%	202,43	52,70%
Min.Sécurité.Prot.Ci	345,00	0,00	345,00	276,75	414,19	149,66%	408,20	147,50%	410,31	148,26%	287,84	104,01%
Min.Justice.Gar.Scea	113,86	-0,20	113,67	73,22	222,87	304,38%	212,50	290,23%	212,42	290,11%	147,99	202,12%
Min.Aff.Etran.GEtran	351,76	-0,13	351,63	305,39	396,72	129,91%	41,37	13,55%	41,37	13,55%	316,92	103,78%
Ministère du Plan	70,76	-0,54	70,22	48,00	63,95	133,24%	62,99	131,23%	62,89	131,03%	47,93	99,86%
Min.Eco.et Finances	176,53	0,00	176,53	134,92	241,09	178,68%	234,81	174,03%	235,71	174,70%	159,06	117,89%
Min. Travail et FP	81,02	-0,68	80,34	82,95	80,34	96,86%	78,82	95,03%	78,82	95,03%	52,32	63,08%
Min.de l'Agr	257,60	134,88	392,48	190,71	340,41	178,50%	226,90	118,98%	226,90	118,98%	163,28	85,62%
Min.Pêche & Aquacul	53,51	0,00	53,51	38,14	48,13	126,21%	44,62	117,00%	44,62	117,00%	31,68	83,06%
Min.Géo.Min	57,35	0,00	57,35	44,99	63,59	141,33%	61,95	137,69%	61,95	137,69%	40,15	89,24%
Min.EtatTravaux.Pub.	337,52	0,00	337,52	399,05	380,50	95,35%	399,49	100,11%	372,15	93,26%	130,36	32,67%
Min.Urb.Habit. Const	97,98	-0,28	97,70	51,86	95,78	184,68%	93,22	179,75%	92,08	177,55%	41,08	79,21%
Mn.Comm	45,21	-0,16	45,06	34,54	45,77	132,53%	45,92	132,97%	45,53	131,84%	32,34	93,64%
Min. Hotel. Tourisme	57,50	5,11	62,61	19,90	36,82	185,04%	34,77	174,73%	34,74	174,59%	18,49	92,93%
Min.Santé.Hy.Publiq	3051,37	1 021,09	4072,46	2276,82	1776,00	78,00%	1421,92	62,45%	1421,96	62,45%	477,90	20,99%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	143,41	-5,27	138,15	98,77	166,13	168,21%	73,39	74,30%	75,19	76,13%	69,04	69,90%
Min. Ens.pré.univ	1965,98	85,00	2050,98	1699,08	1386,98	81,63%	1369,11	80,58%	1368,89	80,57%	980,38	57,70%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	228,65	35,49	264,15	175,91	218,74	124,35%	137,39	78,10%	137,68	78,27%	126,65	72,00%
Minist. Information	29,19	0,00	29,19	23,57	42,02	178,28%	39,59	168,00%	39,64	168,20%	29,69	126,00%
Min. Jeun.Emploi Jeu	54,86	21,50	76,36	38,53	63,77	165,50%	63,77	165,50%	63,77	165,50%	21,03	54,58%
Assemblée.Nationale	253,41	64,63	318,03	160,36	313,61	195,57%	260,29	162,32%	260,29	162,32%	263,66	164,42%

Cour Suprême	26,05	0,00	26,05	26,12	57,37	219,60%	57,37	219,60%	57,37	219,60%	39,44	150,97%
Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	16,01	15,99	16,31	102,05%	16,31	102,05%	16,31	102,05%	9,56	59,82%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	24,62	45,52	184,86%	45,52	184,86%	45,52	184,86%	27,51	111,73%
Secr. Gal Gouv	7,12	0,00	7,12	4,30	11,77	273,41%	11,75	272,95%	11,75	272,95%	7,95	184,67%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	17,14	-1,79	15,35	18,54	27,17	146,55%	25,93	139,86%	27,07	146,02%	13,47	72,65%
Sec. Affair.Relig.	59,18	0,00	59,18	22,34	17,06	76,38%	20,64	92,40%	16,36	73,25%	8,28	37,06%
Min.Environ.Eaux.For	208,19	0,00	208,19	157,32	180,07	114,46%	163,25	103,77%	162,45	103,26%	111,37	70,79%
Ministère Transports	80,19	8,00	88,19	57,85	69,36	119,91%	68,56	118,52%	68,56	118,52%	43,14	74,58%
Grande Chancel.	11,40	0,00	11,40	11,32	11,54	101,94%	11,54	101,94%	11,54	101,94%	8,65	76,44%
Min. Ens.Sup.Rec.	795,88	-0,54	795,34	538,82	742,80	137,86%	583,01	108,20%	602,81	111,88%	506,68	94,04%
Grands Projets	30,50	0,00	30,50	129,93	38,53	29,65%	38,53	29,65%	38,53	29,65%	19,24	14,81%
Min.Etat Energie Env	3563,59	1 058,87	4622,45	2389,30	3120,31	130,59%	666,32	27,89%	795,40	33,29%	2123,78	88,89%
Min. Tél. Econ.Num	68,45	-3,00	65,45	37,70	50,09	132,87%	29,89	79,28%	29,89	79,28%	39,62	105,10%
Ministère Elevage	30,93	0,00	30,93	26,27	18,72	71,26%	13,54	51,55%	13,54	51,55%	9,59	36,51%
Min.Industrie et PME	72,59	19,96	92,55	25,30	53,62	211,98%	53,61	211,94%	53,61	211,94%	45,20	178,67%
Min.Cultu.Arts.Patri	195,71	-0,79	194,92	93,12	156,77	168,35%	118,50	127,25%	132,85	142,66%	100,01	107,40%
Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	5,67	2,44	5,22	213,80%	5,22	213,80%	5,22	213,80%	4,32	177,09%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	4,12	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du Budget	106,31	3,46	109,77	85,13	88,40	103,84%	77,46	90,99%	77,66	91,23%	54,85	64,43%
Médiateur.Répub	22,56	0,00	22,56	16,43	18,59	113,15%	18,59	113,15%	18,59	113,15%	11,92	72,55%
CENI	320,09	0,00	320,09	231,78	572,77	247,12%	572,77	247,12%	572,77	247,12%	313,63	135,31%
Cours.Const	21,99	8,22	30,20	51,75	170,46	329,37%	170,46	329,37%	170,46	329,37%	100,10	193,41%
Cour des Comptes	52,10	0,00	52,10	39,08	51,95	132,94%	51,95	132,94%	51,95	132,94%	42,73	109,35%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	2,79	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	3,80	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	6,85	6,77	4,77	70,52%	4,77	70,52%	4,77	70,52%	4,49	66,39%
Min.UniteNat.Citoy	14,19	0,00	14,19	4,13	12,66	306,86%	11,93	289,13%	11,93	289,13%	8,95	216,93%
Ministere en charge des	24,62	0,00	24,62	14,93	25,47	170,59%	23,93	160,26%	23,93	160,26%	11,49	76,96%

investissements et du partenariat public-privé												
Ministère chargé des hydrocarbures	23,53	0,00	23,53	19,10	13,58	71,11%	13,08	68,49%	13,08	68,49%	6,14	32,16%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	246,72	25,13	271,85	121,46	186,38	153,45%	153,37	126,27%	153,37	126,27%	124,36	102,38%
Ministère du travail et des lois sociales	5,00	5,00	10,00	0,27	5,00	1869,23 %	0,80	299,08%	0,80	299,08%	0,00	0,00%
Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	5,00	10,12	15,12	7,00	8,00	114,29%	4,00	57,14%	4,00	57,14%	1,00	14,29%
Autres dépenses de la présidence de la république	290,14	80,06	370,20	456,39	226,29	49,58%	223,96	49,07%	223,96	49,07%	113,35	24,84%
Dépenses Communes	5126,43	1 407,27	6533,70	4100,58	4831,49	117,82%	2408,88	58,75%	2406,89	58,70%	3436,44	83,80%
Total	22 300,04	4 041,56	26 341,60	17 357,46	20 176,70	116,24%	12 455,32	71,76%	13 156,07	75,79%	13 184,36	75,96%

Sources : DNB/DNSI/DNCF

Tableau 22: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin décembre 2020

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement decembre	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement		TOTAL	
Présidence de la Rep	489,96	9,07	499,02	339,32	0,00	0%	143,10	42,17%	338,32	99,71%	0,01	0,00%	0,00	0,00%	481,43	141,88%
Primature	149,54	52,84	202,38	76,92	0,00	0%	5,08	6,60%	60,72	78,93%	6,30	8,19%	22,80	29,65%	94,90	123,37%
Min.de la Défense	1993,05	-2,16	1990,89	1636,87	0,00	0%	1616,85	98,78%	189,40	11,57%	261,72	15,99%	35,93	2,20%	2103,90	128,53%
Min.Admin.Terr.Dec	410,41	1,39	411,81	384,15	0,00	0%	62,23	16,20%	106,13	27,63%	79,07	20,58%	13,57	3,53%	261,00	67,94%
Min.Sécurité.Prot.Ci	345,00	0,00	345,00	276,75	0,00	0%	353,99	127,91%	49,40	17,85%	6,81	2,46%	3,99	1,44%	414,19	149,66%
Min.Justice.Gar.Scea	113,86	-0,20	113,67	73,22	0,00	0%	169,44	231,42%	13,64	18,62%	13,69	18,70%	26,10	35,64%	222,87	304,38%
Min.Aff.Etran.GEtran	351,76	-0,13	351,63	305,39	0,00	0%	106,43	34,85%	228,34	74,77%	55,01	18,01%	6,95	2,28%	396,72	129,91%
Ministère du Plan	70,76	-0,54	70,22	48,00	0,00	0%	26,57	55,37%	15,00	31,25%	5,87	12,24%	16,50	34,38%	63,95	133,24%
Min.Eco.et Finances	176,53	0,00	176,53	134,92	0,00	0%	187,96	139,31%	32,59	24,16%	2,84	2,11%	17,69	13,11%	241,09	178,68%
Min. Travail et FP	81,02	-0,68	80,34	82,95	0,00	0%	51,71	62,34%	4,15	5,01%	24,49	29,52%	0,00	0,00%	80,34	96,86%
Min.de l'Agr	257,60	134,88	392,48	190,71	0,00	0%	155,95	81,77%	116,64	61,16%	6,14	3,22%	61,69	32,35%	340,41	178,50%
Min.Pêche & Aquacul	53,51	0,00	53,51	38,14	0,00	0%	37,80	99,11%	3,65	9,57%	3,60	9,43%	3,09	8,09%	48,13	126,21%
Min.Géo.Min	57,35	0,00	57,35	44,99	0,00	0%	47,06	104,59%	2,59	5,75%	9,94	22,10%	4,00	8,89%	63,59	141,33%
Min.EtatTravaux.Pub.	337,52	0,00	337,52	399,05	0,00	0%	21,76	5,45%	0,00	0,00%	0,01	0,00%	358,74	89,90%	380,50	95,35%
Min.Urb.Habit. Const	97,98	-0,28	97,70	51,86	0,00	0%	35,80	69,03%	2,38	4,59%	27,18	52,41%	30,42	58,66%	95,78	184,68%
Mn.Comm	45,21	-0,16	45,06	34,54	0,00	0%	36,17	104,72%	3,22	9,32%	6,02	17,42%	0,37	1,07%	45,77	132,53%
Min. Hotel. Tourisme	57,50	5,11	62,61	19,90	0,00	0%	17,38	87,34%	1,66	8,36%	11,60	58,32%	6,17	31,03%	36,82	185,04%
Min.Santé.Hy.Publiq	3051,37	1021,09	4072,46	2276,82	0,00	0%	295,91	13,00%	459,47	20,18%	380,17	16,70%	640,45	28,13%	1776,00	78,00%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	143,41	-5,27	138,15	98,77	0,00	0%	28,32	28,68%	21,87	22,14%	17,68	17,90%	98,26	99,48%	166,13	168,21%
Min. Ens.pré.univ	1965,98	85,00	2050,98	1699,08	0,00	0%	1203,76	70,85%	114,14	6,72%	13,31	0,78%	55,77	3,28%	1386,98	81,63%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	228,65	35,49	264,15	175,91	0,00	0%	128,15	72,85%	39,81	22,63%	31,84	18,10%	18,95	10,77%	218,74	124,35%

Minist. Information	29,19	0,00	29,19	23,57	0,00	0%	28,88	122,53 %	3,00	12,72%	1,83	7,77%	8,31	35,26%	42,02	178,28%
Min. Jeun.Emploi Jeu	54,86	21,50	76,36	38,53	0,00	0%	17,25	44,77%	3,05	7,91%	18,53	48,08%	24,94	64,74%	63,77	165,50%
Assemblée.Nationale	253,41	64,63	318,03	160,36	0,00	0%	161,09	100,45 %	0,00	0,00%	152,52	95,11%	0,00	0,00%	313,61	195,57%
Cour Suprême	26,05	0,00	26,05	26,12	0,00	0%	38,26	146,46 %	0,00	0,00%	17,08	65,38%	2,03	7,75%	57,37	219,60%
Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	16,01	15,99	0,00	0%	1,89	11,81%	0,00	0,00%	14,42	90,23%	0,00	0,00%	16,31	102,05%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	24,62	0,00	0%	37,08	150,60 %	0,00	0,00%	8,44	34,26%	0,00	0,00%	45,52	184,86%
Secr. Gal Gouv	7,12	0,00	7,12	4,30	0,00	0%	8,73	202,68 %	3,04	70,71%	0,00	0,02%	0,00	0,00%	11,77	273,41%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	17,14	-1,79	15,35	18,54	0,00		17,69	95,41%	9,48	51,13%	0,00	0,02%	0,00	0,00%	27,17	146,55%
Sec. Affair.Relig.	59,18	0,00	59,18	22,34	0,00	0%	7,13	31,89%	0,08	0,35%	2,49	11,16%	7,37	32,98%	17,06	76,38%
Min.EnvIRON.Eaux.For	208,19	0,00	208,19	157,32	0,00	0%	113,32	72,03%	35,53	22,58%	15,62	9,93%	15,61	9,92%	180,07	114,46%
Ministère Transports	80,19	8,00	88,19	57,85	0,00	0%	39,92	69,02%	5,05	8,73%	23,59	40,77%	0,80	1,38%	69,36	119,91%
Grande Chancel.	11,40	0,00	11,40	11,32	0,00	0%	0,60	5,34%	0,00	0,00%	10,93	96,60%	0,00	0,00%	11,54	101,94%
Min. Ens.Sup.Rec.	795,88	-0,54	795,34	538,82	0,00	0%	341,77	63,43%	48,57	9,01%	341,44	63,37%	11,01	2,04%	742,80	137,86%
Grands Projets	30,50	0,00	30,50	129,93	0,00	0%	0,56	0,43%	0,00	0,00%	20,19	15,54%	17,77	13,68%	38,53	29,65%
Min.Etat Energie Env	3563,59	1058,87	4622,45	2389,30	0,00	0%	19,49	0,82%	7,49	0,31%	3031,1 8	126,86 %	62,15	2,60%	3 120,31	130,59%
Min. Tél. Econ.Num	68,45	-3,00	65,45	37,70	0,00	0%	23,31	61,85%	1,09	2,90%	3,51	9,30%	22,17	58,83%	50,09	132,87%
Ministère Elevage	30,93	0,00	30,93	26,27	0,00	0%	11,18	42,56%	6,14	23,37%	0,00	0,01%	1,40	5,32%	18,72	71,26%
Min.Industrie et PME	72,59	19,96	92,55	25,30	0,00	0%	18,40	72,73%	13,22	52,25%	11,51	45,49%	10,50	41,51%	53,62	211,98%
Min.Cultu.Arts.Patri	195,71	-0,79	194,92	93,12	0,00	0%	42,89	46,06%	95,78	102,86 %	10,03	10,77%	8,07	8,66%	156,77	168,35%
Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	5,67	2,44	0,00	0%	0,86	35,26%	4,36	178,54 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	5,22	213,80%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	4,12	0,00	0	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du Budget	106,31	3,46	109,77	85,13	0,00	0%	51,10	60,02%	28,66	33,66%	0,30	0,36%	8,34	9,80%	88,40	103,84%
Médiateur.Répub	22,56	0,00	22,56	16,43	0,00	0%	13,59	82,72%	0,00	0,00%	5,00	30,43%	0,00	0,00%	18,59	113,15%
CENI	320,09	0,00	320,09	231,78	0,00	0%	10,74	4,63%	549,98	237,29 %	12,05	5,20%	0,00	0,00%	572,77	247,12%

Cours.Const	21,99	8,22	30,20	51,75	0,00	0%	146,64	283,33 %	0,00	0,00%	23,82	46,03%	0,00	0,00%	170,46	329,37%
Cour des Comptes	52,10	0,00	52,10	39,08	0,00	0%	14,84	37,98%	0,00	0,00%	37,11	94,96%	0,00	0,00%	51,95	132,94%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	2,79	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	3,80	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	6,85	6,77	0,00	0%	2,57	38,04%	0,00	0,00%	2,20	32,47%	0,00	0,00%	4,77	70,52%
Min.UniteNat.Citoy	14,19	0,00	14,19	4,13	0,00	0%	6,83	165,45 %	5,05	122,47 %	0,00	0,01%	0,78	18,93%	12,66	306,86%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-prive	24,62	0,00	24,62	14,93	0,00	0%	3,94	26,39%	12,13	81,27%	7,40	49,53%	2,00	13,40%	25,47	170,59%
Ministere charge des hydrocarbone	23,53	0,00	23,53	19,10	0,00	0%	3,27	17,10%	9,76	51,12%	0,25	1,31%	0,30	1,57%	13,58	71,11%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	246,72	25,13	271,85	121,46	0,00	0%	4,22	3,47%	61,69	50,79%	87,66	72,17%	32,82	27,02%	186,38	153,45%
Ministère du travail et des lois sociales	5,00	5,00	10,00	0,27	0,00	0%	0,00	0,00%	2,65	990,69 %	0,00	0,00%	2,35	878,54 %	5,00	1869,23 %
Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	5,00	10,12	15,12	7,00	0,00	0%	0,00	0,00%	3,30	47,14%	3,00	42,86%	1,70	24,29%	8,00	114,29%
Autres dépenses de la presidence de la republique	290,14	80,06	370,20	456,39	0,00	0%	0,00	0,00%	23,59	5,17%	200,70	43,98%	2,00	0,44%	226,29	49,58%
Dépenses Communes	5126,43	1407,27	6533,70	4100,58	1013,6 7	25%	1104,0 6	26,92%	1336,8 6	32,60%	1182,4 7	28,84%	194,44	4,74%	4 831,49	117,82%
Total	22 300,04	4 041,56	26 341,60	17 357,46	1 013,67	5,84%	7 023,50	40,46%	4 072,667	23,46%	6 208,56	35,77%	1 858,304	10,71%	20 176,70	116,24%

Sources : DNB/DNSI/DNCF

Tableau 23: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base paiement hors FINEX) à fin décembre 2020

Ministères/ Institutions	LFR(1)	Modifica tions	Crédits Actuels	Plan d'Engagem ent decembre	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement ressource propres		TOTAL GENERAL	
					decembr e	TAUX	decembr e	TAUX	decembr e	TAUX	decembre	TAUX	decembre	TAUX	decembre	TAUX
Présidence de la Rep	489,96	9,07	499,02	339,32	0,00	0,00%	106,62	31,42%	329,48	97,10%	0,01	0,00%	0,00	0,00%	436,11	128,53 %
Primature	149,54	52,84	202,38	76,92	0,00	0,00%	3,65	4,75%	35,56	46,23%	4,20	5,46%	1,50	1,95%	44,92	58,39%
Min.de la Défense	1993,05	-2,16	1990,89	1636,87	0,00	0,00%	1300,54	79,45%	162,27	9,91%	219,10	13,39%	33,93	2,07%	1715,84	104,82 %
Min.Admin.Terr.Dec	410,41	1,39	411,81	384,15	0,00	0,00%	41,32	10,76%	103,72	27,00%	49,43	12,87%	7,96	2,07%	202,43	52,70%
Min.Sécurité.Prot.Ci	345,00	0,00	345,00	276,75	0,00	0,00%	252,20	91,13%	28,81	10,41%	4,84	1,75%	1,99	0,72%	287,84	104,01 %
Min.Justice.Gar.Scea	113,86	-0,20	113,67	73,22	0,00	0,00%	127,08	173,56%	1,03	1,41%	11,19	15,29%	8,68	11,86%	147,99	202,12 %
Min.Aff.Etran.GEtran	351,76	-0,13	351,63	305,39	0,00	0,00%	81,92	26,82%	181,40	59,40%	53,60	17,55%	0,00	0,00%	316,92	103,78 %
Ministère du Plan	70,76	-0,54	70,22	48,00	0,00	0,00%	19,35	40,31%	8,44	17,59%	3,73	7,78%	16,40	34,18%	47,93	99,86%
Min.Eco.et Finances	176,53	0,00	176,53	134,92	0,00	0,00%	136,67	101,30%	16,15	11,97%	1,24	0,92%	5,00	3,71%	159,06	117,89 %
Min. Travail et FP	81,02	-0,68	80,34	82,95	0,00	0,00%	37,43	45,13%	2,12	2,55%	12,77	15,39%	0,00	0,00%	52,32	63,08%
Min.de l'Agr	257,60	134,88	392,48	190,71	0,00	0,00%	118,14	61,95%	33,71	17,67%	1,68	0,88%	9,75	5,11%	163,28	85,62%
Min.Pêche & Aquacul	53,51	0,00	53,51	38,14	0,00	0,00%	28,22	74,00%	1,19	3,12%	0,83	2,17%	1,44	3,77%	31,68	83,06%
Min.Géo.Min	57,35	0,00	57,35	44,99	0,00	0,00%	34,41	76,49%	0,30	0,66%	5,44	12,09%	0,00	0,00%	40,15	89,24%
Min.EtatTravaux.Pub .	337,52	0,00	337,52	399,05	0,00	0,00%	16,23	4,07%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	114,13	28,60%	130,36	32,67%
Min.Urb.Habit. Const	97,98	-0,28	97,70	51,86	0,00	0,00%	26,77	51,61%	0,72	1,39%	13,59	26,21%	0,00	0,00%	41,08	79,21%
Mn.Comm	45,21	-0,16	45,06	34,54	0,00	0,00%	26,82	77,66%	0,64	1,84%	4,51	13,07%	0,37	1,07%	32,34	93,64%
Min. Hotel. Tourisme	57,50	5,11	62,61	19,90	0,00	0,00%	12,77	64,16%	0,12	0,62%	5,60	28,16%	0,00	0,00%	18,49	92,93%
Min.Santé.Hy.Publiq	3051,37	1021,09	4072,46	2276,82	0,00	0,00%	216,04	9,49%	185,20	8,13%	50,55	2,22%	26,11	1,15%	477,90	20,99%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	143,41	-5,27	138,15	98,77	0,00	0,00%	21,21	21,47%	19,54	19,78%	10,64	10,77%	17,65	17,87%	69,04	69,90%
Min. Ens.pré.univ	1965,98	85,00	2050,98	1699,08	0,00	0,00%	880,65	51,83%	95,80	5,64%	3,93	0,23%	0,00	0,00%	980,38	57,70%
Min.Emp.	228,65	35,49	264,15	175,91	0,00	0,00%	107,70	61,22%	1,22	0,69%	17,74	10,08%	0,00	0,00%	126,65	72,00%

Ens.Tech&FP																
Minist. Information	29,19	0,00	29,19	23,57	0,00	0,00%	21,09	89,49%	1,81	7,68%	0,26	1,08%	6,54	27,74%	29,69	126,00 %
Min. Jeun.Emploi Jeu	54,86	21,50	76,36	38,53	0,00	0,00%	12,86	33,38%	0,46	1,19%	7,71	20,01%	0,00	0,00%	21,03	54,58%
Assemblée.Nationale	253,41	64,63	318,03	160,36	0,00	0,00%	111,14	69,31%	0,00	0,00%	152,52	95,11%	0,00	0,00%	263,66	164,42 %
Cour Suprême	26,05	0,00	26,05	26,12	0,00	0,00%	26,63	101,93%	0,00	0,00%	12,81	49,04%	0,00	0,00%	39,44	150,97 %
Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	16,01	15,99	0,00	0,00%	1,24	7,76%	0,00	0,00%	8,32	52,05%	0,00	0,00%	9,56	59,82%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	24,62	0,00	0,00%	21,18	86,03%	0,00	0,00%	6,33	25,69%	0,00	0,00%	27,51	111,73 %
Secr. Gal Gouv	7,12	0,00	7,12	4,30	0,00	0,00%	6,55	152,13%	1,40	32,53%	0,00	0,02%	0,00	0,00%	7,95	184,67 %
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	17,14	-1,79	15,35	18,54	0,00	0,00%	12,55		0,91	4,91%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	13,47	72,65%
Sec. Affair.Relig.	59,18	0,00	59,18	22,34	0,00	0,00%	5,31	23,79%	0,08	0,35%	0,96	4,28%	1,93	8,65%	8,28	37,06%
Min.Environ.Eaux.Fo r	208,19	0,00	208,19	157,32	0,00	0,00%	86,11	54,73%	16,61	10,56%	5,14	3,27%	3,52	2,23%	111,37	70,79%
Ministère Transports	80,19	8,00	88,19	57,85	0,00	0,00%	30,05	51,95%	3,57	6,17%	9,52	16,45%	0,00	0,00%	43,14	74,58%
Grande Chancel.	11,40	0,00	11,40	11,32	0,00	0,00%	0,45	3,99%	0,00	0,00%	8,20	72,45%	0,00	0,00%	8,65	76,44%
Min. Ens.Sup.Rec.	795,88	-0,54	795,34	538,82	0,00	0,00%	256,35	47,58%	23,11	4,29%	227,23	42,17%	0,00	0,00%	506,68	94,04%
Grands Projets	30,50	0,00	30,50	129,93	0,00	0,00%	0,42	0,33%	0,00	0,00%	15,64	12,04%	3,17	2,44%	19,24	14,81%
Min.Etat Energie Env	3563,59	1058,87	4622,45	2389,30	0,00	0,00%	14,52	0,61%	0,48	0,02%	2102,43	87,99%	6,35	0,27%	2123,78	88,89%
Min. Tél. Econ.Num	68,45	-3,00	65,45	37,70	0,00	0,00%	17,41	46,19%	0,20	0,53%	2,00	5,32%	20,00	53,06%	39,62	105,10 %
Ministère Elevage	30,93	0,00	30,93	26,27	0,00	0,00%	8,34	31,75%	0,25	0,95%	0,00	0,01%	1,00	3,81%	9,59	36,51%
Min.Industrie et PME	72,59	19,96	92,55	25,30	0,00	0,00%	13,73	54,27%	10,28	40,64%	11,50	45,48%	9,68	38,28%	45,20	178,67 %
Min.Cultu.Arts.Patri	195,71	-0,79	194,92	93,12	0,00	0,00%	26,84	28,82%	61,13	65,64%	7,04	7,56%	5,00	5,37%	100,01	107,40 %
Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	5,67	2,44	0,00	0,00%	0,58	23,73%	3,74	153,36%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,32	177,09 %
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	4,12	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Min.du Budget	106,31	3,46	109,77	85,13	0,00	0,00%	37,19	43,69%	15,75	18,50%	0,01	0,01%	1,90	2,23%	54,85	64,43%

Médiateur.Répub	22,56	0,00	22,56	16,43	0,00	0,00%	10,67	64,94%	0,00	0,00%	1,25	7,61%	0,00	0,00%	11,92	72,55%
CENI	320,09	0,00	320,09	231,78	0,00	0,00%	8,06	3,48%	296,54	127,94%	9,04	3,90%	0,00	0,00%	313,63	135,31 %
Cours.Const	21,99	8,22	30,20	51,75	0,00	0,00%	86,17	166,50%	0,00	0,00%	13,92	26,91%	0,00	0,00%	100,10	193,41 %
Cour des Comptes	52,10	0,00	52,10	39,08	0,00	0,00%	11,18	28,60%	0,00	0,00%	31,56	80,76%	0,00	0,00%	42,73	109,35 %
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	2,79	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	3,80	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	6,85	6,77	0,00	0,00%	2,30	33,92%	0,00	0,00%	2,20	32,47%	0,00	0,00%	4,49	66,39%
Min.UniteNat.Citoy	14,19	0,00	14,19	4,13	0,00	0,00%	4,99	121,03%	3,87	93,70%	0,00	0,01%	0,09	2,18%	8,95	216,93 %
Ministere en charge des investissements et du partenariat public- privé	24,62	0,00	24,62	14,93	0,00	0,00%	3,02	20,25%	4,35	29,13%	3,70	24,76%	0,42	2,81%	11,49	76,96%
Ministere charge des hydrocarbure	23,53	0,00	23,53	19,10	0,00	0,00%	2,43	12,72%	3,41	17,87%	0,00	0,00%	0,30	1,57%	6,14	32,16%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	246,72	25,13	271,85	121,46	0,00	0,00%	2,08	1,71%	59,83	49,26%	50,05	41,21%	12,40	10,21%	124,36	102,38 %
Ministère du travail et des lois sociales	5,00	5,00	10,00	0,27	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	5,00	10,12	15,12	7,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,00	14,29%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,00	14,29%
Autres dépenses de la présidence de la république	290,14	80,06	370,20	456,39	0,00	0,00%	0,00	0,00%	20,17	4,42%	92,78	20,33%	0,40	0,09%	113,35	24,84%
Dépenses Communes	5126,43	1407,27	6533,70	4100,58	1013,67	0,00%	571,62	13,94%	1019,16	24,85%	758,17	18,49%	73,81	1,80%	3436,44	83,80%
Total yc finex	26 830,04	4 041,56	26 341,60	17 357,46	1 013,67	0,00%	5 008,82	28,86%	2 755,52	15,88%	4 014,92	23,13%	391,44	2,26%	13 184,36	75,96%

Tableau 24: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures y c FINEX (base paiement) à fin décembre 2020

Ministères/ Institutions	LFR(1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement décembre	Charges Financières De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement ressources propres		Depenses D'Investissement finex		TOTAL Investissement		TOTAL GENERAL	
					decembre	TAUX	decembre	TAUX	decembre	TAUX	decembre	TAUX	decembre	TAUX	septembre	TAUX	septembre	TAUX	decembre	TAUX
Présidence de la Rep	489,96	9,07	499,02	339,32	0,00	0,00%	106,62	31,42%	329,48	97,10%	0,01	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	436,11	128,53%
Primature	149,54	52,84	202,38	76,92	0,00	0,00%	3,65	4,75%	35,56	46,23%	4,20	5,46%	1,50	1,95%	0,00	0,00%	1,50	1,95%	44,92	58,39%
Min.de la Défense	1993,05	-2,16	1990,89	1636,87	0,00	0,00%	1300,54	79,45%	162,27	9,91%	219,10	13,39%	33,93	2,07%	0,00	0,00%	33,93	2,07%	1715,84	104,82%
Min.Admin.Terr.Dec	410,41	1,39	411,81	384,15	0,00	0,00%	41,32	10,76%	103,72	27,00%	49,43	12,87%	7,96	2,07%	0,00	0,00%	7,96	2,07%	202,43	52,70%
Min.Sécurité.Prot.Ci	345,00	0,00	345,00	276,75	0,00	0,00%	252,20	91,13%	28,81	10,41%	4,84	1,75%	1,99	0,72%	0,00	0,00%	1,99	0,72%	287,84	104,01%
Min.Justice.Gar.Scea	113,86	-0,20	113,67	73,22	0,00	0,00%	127,08	173,56%	1,03	1,41%	11,19	15,29%	8,68	11,86%	0,00	0,00%	8,68	11,86%	147,99	202,12%
Min.Aff.Etran.GEtra n	351,76	-0,13	351,63	305,39	0,00	0,00%	81,92	26,82%	181,40	59,40%	53,60	17,55%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	316,92	103,78%
Ministère du Plan	70,76	-0,54	70,22	48,00	0,00	0,00%	19,35	40,31%	8,44	17,59%	3,73	7,78%	16,40	34,18%	0,00	0,00%	16,40	34,18%	47,93	99,86%
Min.Eco.et Finances	176,53	0,00	176,53	134,92	0,00	0,00%	136,67	101,30%	16,15	11,97%	1,24	0,92%	5,00	3,71%	0,00	0,00%	5,00	3,71%	159,06	117,89%
Min. Travail et FP	81,02	-0,68	80,34	82,95	0,00	0,00%	37,43	45,13%	2,12	2,55%	12,77	15,39%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	52,32	63,08%
Min.de l'Agr	257,60	134,88	392,48	190,71	0,00	0,00%	118,14	61,95%	33,71	17,67%	1,68	0,88%	9,75	5,11%	368,46	17,86%	378,21	198,32%	531,74	278,82%
Min.Pêche & Aquacul	53,51	0,00	53,51	38,14	0,00	0,00%	28,22	74,00%	1,19	3,12%	0,83	2,17%	1,44	3,77%	38,32	1,86%	39,76	104,25%	70,00	183,54%
Min.Géo.Min	57,35	0,00	57,35	44,99	0,00	0,00%	34,41	76,49%	0,30	0,66%	5,44	12,09%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	40,15	89,24%
Min.EtatTravaux.Pub .	337,52	0,00	337,52	399,05	0,00	0,00%	16,23	4,07%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	114,13	28,60%	530,13	25,69%	644,26	161,45%	660,49	165,52%
Min.Urb.Habit. Const	97,98	-0,28	97,70	51,86	0,00	0,00%	26,77	51,61%	0,72	1,39%	13,59	26,21%	0,00	0,00%	31,56	1,53%	31,56	60,85%	72,64	140,06%
Mn.Comm	45,21	-0,16	45,06	34,54	0,00	0,00%	26,82	77,66%	0,64	1,84%	4,51	13,07%	0,37	1,07%	0,00	0,00%	0,37	1,07%	32,34	93,64%
Min. Hotel. Tourisme	57,50	5,11	62,61	19,90	0,00	0,00%	12,77	64,16%	0,12	0,62%	5,60	28,16%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	18,49	92,93%
Min.Santé.Hy.Publiq	3051,37	1021,09	4072,46	2276,82	0,00	0,00%	216,04	9,49%	185,20	8,13%	50,55	2,22%	26,11	1,15%	384,00	18,61%	410,11	18,01%	861,90	37,86%
Min.Aff.Soc.P.F.& E.	143,41	-5,27	138,15	98,77	0,00	0,00%	21,21	21,47%	19,54	19,78%	10,64	10,77%	17,65	17,87%	0,00	0,00%	17,65	17,87%	69,04	69,90%
Min. Ens.pré.univ	1965,98	85,00	2050,98	1699,08	0,00	0,00%	880,65	51,83%	95,80	5,64%	3,93	0,23%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	980,38	57,70%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	228,65	35,49	264,15	175,91	0,00	0,00%	107,70	61,22%	1,22	0,69%	17,74	10,08%	0,00	0,00%	1,01	0,05%	1,01	0,58%	127,67	72,57%
Minist. Information	29,19	0,00	29,19	23,57	0,00	0,00%	21,09	89,49%	1,81	7,68%	0,26	1,08%	6,54	27,74%	0,00	0,00%	6,54	27,74%	29,69	126,00%

Min. Jeun.Emploi Jeu	54,86	21,50	76,36	38,53	0,00	0,00%	12,86	33,38%	0,46	1,19%	7,71	20,01%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	21,03	54,58%
Assemblée.Nationale	253,41	64,63	318,03	160,36	0,00	0,00%	111,14	69,31%	0,00	0,00%	152,52	95,11%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	263,66	164,42%
Cour Suprême	26,05	0,00	26,05	26,12	0,00	0,00%	26,63	101,93 %	0,00	0,00%	12,81	49,04%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	39,44	150,97%
Haute Autorité. Comm	16,01	0,00	16,01	15,99	0,00	0,00%	1,24	7,76%	0,00	0,00%	8,32	52,05%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	9,56	59,82%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	24,62	0,00	0,00%	21,18	86,03%	0,00	0,00%	6,33	25,69%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	27,51	111,73%
Secr. Gal Gouv	7,12	0,00	7,12	4,30	0,00	0,00%	6,55	152,13 %	1,40	32,53%	0,00	0,02%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	7,95	184,67%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	17,14	-1,79	15,35	18,54	0,00		12,55		0,91		0,00		0,00		0,00	0,00%	0,00	0,00%	13,47	72,65%
Sec. Affair.Relig.	59,18	0,00	59,18	22,34	0,00	0,00%	5,31	23,79%	0,08	0,35%	0,96	4,28%	1,93	8,65%	0,00	0,00%	1,93	8,65%	8,28	37,06%
Min.Environ.Eaux.Fo r	208,19	0,00	208,19	157,32	0,00	0,00%	86,11	54,73%	16,61	10,56%	5,14	3,27%	3,52	2,23%	43,88	2,13%	47,40	30,13%	155,25	98,68%
Ministère Transports	80,19	8,00	88,19	57,85	0,00	0,00%	30,05	51,95%	3,57	6,17%	9,52	16,45%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	43,14	74,58%
Grande Chancel.	11,40	0,00	11,40	11,32	0,00	0,00%	0,45	3,99%	0,00	0,00%	8,20	72,45%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	8,65	76,44%
Min. Ens.Sup.Rec.	795,88	-0,54	795,34	538,82	0,00	0,00%	256,35	47,58%	23,11	4,29%	227,23	42,17%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	506,68	94,04%
Grands Projets	30,50	0,00	30,50	129,93	0,00	0,00%	0,42	0,33%	0,00	0,00%	15,64	12,04%	3,17	2,44%	0,00	0,00%	3,17	2,44%	19,24	14,81%
Min.Etat Energie Env	3563,59	1058,87	4622,45	2389,30	0,00	0,00%	14,52	0,61%	0,48	0,02%	2102,43	87,99%	6,35	0,27%	514,40	24,93%	520,75	21,80%	2638,18	110,42%
Min. Tél. Econ.Num	68,45	-3,00	65,45	37,70	0,00	0,00%	17,41	46,19%	0,20	0,53%	2,00	5,32%	20,00	53,06 %	0,00	0,00%	20,00	53,06%	39,62	105,10%
Ministère Elevage	30,93	0,00	30,93	26,27	0,00	0,00%	8,34	31,75%	0,25	0,95%	0,00	0,01%	1,00	3,81%	0,00	0,00%	1,00	3,81%	9,59	36,51%
Min.Industrie et PME	72,59	19,96	92,55	25,30	0,00	0,00%	13,73	54,27%	10,28	40,64%	11,50	45,48%	9,68	38,28 %	26,36	1,28%	36,04	142,47 %	71,55	282,86%
Min.Cultu.Arts.Patri	195,71	-0,79	194,92	93,12	0,00	0,00%	26,84	28,82%	61,13	65,64%	7,04	7,56%	5,00	5,37%	0,00	0,00%	5,00	5,37%	100,01	107,40%
Sec Etat Anti drogue	5,67	0,00	5,67	2,44	0,00	0,00%	0,58	23,73%	3,74	153,36 %	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,32	177,09%
Ensembles des Gouvern	3,79	0,00	3,79	4,12	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	125,22	6,07%	125,22	3042,56 %	125,22	3042,56 %
Min.du Budget	106,31	3,46	109,77	85,13	0,00	0,00%	37,19	43,69%	15,75	18,50%	0,01	0,01%	1,90	2,23%	0,00	0,00%	1,90	2,23%	54,85	64,43%
Médiateur.Répub	22,56	0,00	22,56	16,43	0,00	0,00%	10,67	64,94%	0,00	0,00%	1,25	7,61%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	11,92	72,55%
CENI	320,09	0,00	320,09	231,78	0,00	0,00%	8,06	3,48%	296,54	127,94 %	9,04	3,90%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	313,63	135,31%
Cours.Const	21,99	8,22	30,20	51,75	0,00	0,00%	86,17	166,50 %	0,00	0,00%	13,92	26,91%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	100,10	193,41%
Cour des Comptes	52,10	0,00	52,10	39,08	0,00	0,00%	11,18	28,60%	0,00	0,00%	31,56	80,76%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	42,73	109,35%
Haute Cour de Justic	1,59	0,00	1,59	2,79	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%

Haut Conseil Collect	2,17	0,00	2,17	3,80	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,85	0,00	6,85	6,77	0,00	0,00%	2,30	33,92%	0,00	0,00%	2,20	32,47%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,49	66,39%
Min.UniteNat.Citoy	14,19	0,00	14,19	4,13	0,00	0,00%	4,99	121,03 %	3,87	93,70%	0,00	0,01%	0,09	2,18%	0,00	0,00%	0,09	2,18%	8,95	216,93%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	24,62	0,00	24,62	14,93	0,00	0,00%	3,02	20,25%	4,35	29,13%	3,70	24,76%	0,42	2,81%	0,00	0,00%	0,42	2,81%	11,49	76,96%
Ministere charge des hydrocarbure	23,53	0,00	23,53	19,10	0,00	0,00%	2,43	12,72%	3,41	17,87%	0,00	0,00%	0,30	1,57%	0,00	0,00%	0,30	1,57%	6,14	32,16%
Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	246,72	25,13	271,85	121,46	0,00	0,00%	2,08	1,71%	59,83	49,26%	50,05	41,21%	12,40	10,21 %	0,00	0,00%	12,40	10,21%	124,36	102,38%
Ministère du travail et des lois sociales	5,00	5,00	10,00	0,27	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	5,00	10,12	15,12	7,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,00	14,29%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	1,00	14,29%
Autres dépenses de la presidence de la republique	290,14	80,06	370,20	456,39	0,00	0,00%	0,00	0,00%	20,17	4,42%	92,78	20,33%	0,40	0,09%	0,00	0,00%	0,40	0,09%	113,35	24,84%
Dépenses Communes	5126,43	1407,27	6533,70	4100,58	1013,67	0,00%	571,62	13,94%	1019,16	24,85%	758,17	18,49%	73,81	1,80%	0,00	0,00%	73,81	1,80%	3436,44	83,80%
Total yc finex	26 830,04	4 041,56	26 341,60	17 357,46	1013,67	0,00%	5 008,82	28,86%	2 755,52	15,88%	4 014,92	23,13%	391,44	2,26%	2 063,35	100,00 %	2 454,79	14,14%	15 247,70	87,85%

Sources : DNB/DNSI

Tableau 25: Ventilation du budget en fonction des piliers du PNDES à fin décembre 2020 (en milliards de gnf)

Piliers	LFR 2020 (1)	Plan d'Engagement decembree(2)	Engagements jan- decembre (3)	Paiements jan- decembre (4)	Taux d'exécution (5=3/2)
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	10 812,66	8 941,49	10 894,87	1 868,70	121,85%
FINEX	273,64	273,64	125,22	125,2237944	45,76%
Transformation économique durable et inclusive	4 739,66	3 323,36	4 343,44	451,79	130,69%
FINEX	3 591,54	3591,54	1553,11	1 553,11	43,24%
Développement inclusif du capital humain	6 470,06	4 944,89	4 553,22	526,89	92,08%
FINEX	342,65	342,65	385,02	385,0171772	112,36%
Gestion durable du capital naturel	277,65	147,73	7,23	7,23	4,89%
FINEX	322,17	322,17	0,00	0	0,00%
Total	22 300,04	17 357,46	19 798,76	2 854,62	114,06%
Total FINEX	4 530,00	4 530,00	2 063,35	2 063,35	45,55%
Total général	26 830,04	21 887,46	21 862,11	4 917,96	99,88%

Sources : DNB/DNSI/DNCF

Tableau 26: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivités) en de milliards de GNF

collectivités	Crédit		Exécution fin decembre 2020		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Ensemble Ville De Conakry	0	0,00	0,00	0	-
Kaloum	1	0,07	0,07	1	100,00%
Dixinn	1	0,07	0,07	1	100,00%
Matam	1	0,07	0,07	1	100,00%
Ratoma	0	0,00	0,00	0	-
Matoto	2	0,14	0,14	2	100,00%
Boke	10	0,29	0,29	10	100,00%
Boffa	8	0,23	0,23	8	100,00%
Fria	4	0,13	0,13	4	100,00%
Gaoual	8	0,23	0,23	8	100,00%
Koundara	7	0,21	0,21	7	100,00%
Faranah	12	0,34	0,34	12	100,00%
Dabola	9	0,26	0,26	9	100,00%
Dinguiraye	8	0,23	0,23	8	100,00%
Kissidougou	13	0,36	0,36	13	100,00%
Kankan	13	0,37	0,37	13	100,00%
Kerouane	8	0,23	0,23	8	100,00%
Kouroussa	12	0,33	0,33	12	100,00%
Mandiana	12	0,33	0,33	12	100,00%
Siguiri	13	0,36	0,36	13	100,00%
Kindia	10	0,29	0,29	10	100,00%
Coyah	4	0,13	0,13	4	100,00%
Dubreka	7	0,21	0,21	7	100,00%
Forecariah	10	0,28	0,28	10	100,00%
Telemele	14	0,39	0,39	14	100,00%
Labe	14	0,40	0,40	14	100,00%
Koubia	6	0,18	0,18	6	100,00%
Lelouma	11	0,31	0,31	11	100,00%
Mali	13	0,36	0,36	13	100,00%
Tougue	10	0,28	0,28	10	100,00%
Mamou	15	0,42	0,42	15	100,00%
Dalaba	10	0,28	0,28	10	100,00%
Pita	12	0,33	0,33	12	100,00%
N'Zerekore	11	0,32	0,32	11	100,00%
Beyla	14	0,39	0,39	14	100,00%
Gueckedou	10	0,28	0,28	10	100,00%
Lola	9	0,26	0,26	9	100,00%
Macenta	15	0,41	0,41	15	100,00%
Yomou	7	0,21	0,21	7	100,00%
Total general	344	9,99	9,99	344	100,00%

Sources : DNSI

Tableau 27: Etat d'exécution des subventions et transferts (hors collectivités locales) en milliards de gnf

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin decembre 2020		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Présidence de la République	1	0,02	0,01	1	77,95%
Primature	3	58,56	6,30	2	10,76%
Ministère de la Défense Nationale	5	261,90	261,72	4	99,93%
Ministère Administration du Territ. et de la Décentralisation	12	71,71	69,08	8	96,33%
Ministère de la Sécurité et Protection Civile	6	6,85	6,81	6	99,44%
Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	16	24,31	13,69	7	56,32%
Ministère des Aff.Etrangères et Guinéens Etrangers	1	55,00	55,00	1	100,00%
Ministère du Plan	6	7,50	5,87	6	78,24%
Ministère de l'Economie et des Finances	3	2,98	2,78	3	93,28%
Ministère Travail et Fonction Publique	10	28,03	24,49	10	87,36%
Ministère de l'Agriculture	7	9,05	6,14	7	67,82%
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	8	5,24	3,60	7	68,67%
Ministère Mines, Géologie	6	9,96	9,94	5	99,85%
Ministere Des Travaux Publics	2	0,01	0,01	2	36,16%
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	5	27,19	27,18	5	99,97%
Ministère du Commerce	4	6,05	6,02	4	99,44%
Ministère de l'Hotellerie Tourisme et Artisanat	1	11,60	11,60	1	100,00%
Ministère de la Santé et hygiène Publique	168	665,28	380,10	168	57,13%
Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Feminine & Enfance	12	25,02	17,68	11	70,68%

Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	7	16,48	13,31	5	80,79%
Ministère de l'Emploi Ens.Technique et Form.Professionnelle	17	56,60	31,84	7	56,25%
Ministère de l'Information	5	1,83	1,83	4	100,12%
Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	7	20,16	18,53	7	91,90%
Assemblée.Nationale	2	152,52	152,52	2	100,00%
Cour Suprême de l'Etat	1	17,08	17,08	1	100,00%
Haute Autorité de la Communication	2	14,42	14,42	2	100,00%
Conseil Economique et Social	1	11,92	8,44	1	70,79%
Secretariat Général du Gouvernement	1	0,05	0,00	0	0,00%
Sécrtariat Général aux Affaires Religieuses	9	42,92	2,49	6	5,80%
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forets	9	16,40	15,62	9	95,23%
Ministère des Transports	9	32,18	23,57	9	73,24%
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	3	10,93	10,93	3	100,00%
Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	145	486,43	341,44	139	70,19%
Administration et Contrôle des Grands Projets	2	22,19	20,19	2	90,99%
Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	5	3462,00	3031,18	4	87,56%
Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	3	5,07	3,50	3	69,07%
Ministère de l'Elevage	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Ministère industries et des PME	6	31,51	11,51	5	36,52%
Minintère Culture Arts et Patrimoine	8	13,46	10,03	8	74,53%
Ministère du Budget	3	0,79	0,30	3	38,20%
Médiateur de la République	1	5,00	5,00	1	100,00%
Commission Electorale Nationale Indépendante	1	12,05	12,05	1	100,00%

Cours Constitutionnelle	1	23,82	23,82	1	100,00%
Cour des Comptes	1	37,11	37,11	1	100,00%
Haute Cour de Justice	1	1,59	0,00	0	0,00%
Haut Conseil des Collectivités locales	1	2,17	0,00	0	0,00%
Institution.Nationale.Ind.des Droits Humains	1	2,93	2,20	1	75,00%
Ministere De L'Unite Nationale Et De La Citoyennete	0	0,00	0,00	0	#DIV/0!
Ministère e Charge des investissements et du Partenariat Public Prive	1	7,40	7,40	1	100,00%
Ministère des hydrocarbures	1	0,50	0,25	1	
ministère de l'hydraulique et de l'assainissement	6	119,37	87,66	6	73,44%
Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes	1	4,50	3,00	1	66,67%
Autres depenses de la presidence de la republique	14	204,32	200,70	12	
Dépenses communes	13	1348,67	1182,47	3	87,68%
Total	564	7 460,61	6 198,40	507	83,08%

Sources : DNSI

Tableau 28: Situation résumée des opérations budgétaires de l'Etat en milliards de GNF

Code NBE	LIBELLE	LFR 2020	réal decembre 2020	Taux	Part
1	RECETTES	21 364,10	18 817,45	88,08%	100,00%
11	RECETTES FISCALES	17 778,10	16 890,12	95,01%	89,76%
	<i>dt Recette Minière</i>	<i>2 149,00</i>	<i>2 294,10</i>	<i>106,75%</i>	<i>12,19%</i>
	<i>dt Recette Pétrolière</i>				<i>0,00%</i>
	<i>dt TSPP</i>				<i>0,00%</i>
111	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	3 407,20	2 784,31	81,72%	14,80%
112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	370,6	303,29	81,84%	1,61%
113	Impôts sur ne patrimoine	89,6	29,72	33,17%	0,16%
114	Impôts sur les biens et services	9 842,00	9 482,79	96,35%	50,39%
	<i>dt RER</i>	<i>302,9</i>	<i>427,04</i>	<i>140,98%</i>	<i>2,27%</i>
115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	3 973,20	3 959,63	99,66%	21,04%
116	Autres recettes fiscales .	95,5	58,2281	60,97%	0,31%
12	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	3 011,90	1 496,80	49,70%	7,95%
13	AUTRES RECETTES	574,2	430,52	74,98%	2,29%
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	282,5	303,08	107,28%	1,61%
	BAS FODECON	381,8		0,00%	0,00%
	BAS RSU	37,8		0,00%	0,00%
	BAS FCE	35,4		0,00%	0,00%
2	DEPENSES	26 829,30	21 366,22	79,64%	113,54%
21	Charges financières de la dette	1 278,00	1 013,66	79,32%	5,39%
	<i>Intérêt Dette Intérieure</i>	<i>985</i>	<i>787,83</i>	<i>79,98%</i>	<i>4,19%</i>
	<i>Intérêt Dette Extérieure</i>	<i>293</i>	<i>225,83</i>	<i>77,08%</i>	<i>1,20%</i>
22	Dépenses de personnel	6 332,90	6 829,97	107,85%	36,30%
23	Dépenses de Biens et services	3 559,50	4 289,70	120,51%	22,80%
	<i>dt RER</i>	<i>302,9</i>	<i>427,04</i>	<i>140,98%</i>	<i>2,27%</i>
24	Dépenses de transfert	7 815,50	5 953,26	76,17%	31,64%
	<i>dt EDG</i>	<i>3 308,00</i>	<i>2 902,08</i>	<i>87,73%</i>	<i>15,42%</i>
SNG	Solde net de gestion (1-2)	-5 465,20	-2 622,42	47,98%	-20,81%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:				
25	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	7 106,00	3 279,57	46,15%	16,91%
251	IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES	6 904,20	3 205,76	46,43%	16,40%
2511	Acquisition d'Immobilisations Corporelles	1 996,30	0,00	0,00%	7,40%

2512	Acquisition d'Immobilisations incorporelles	372,2	1142,41		0,00%
2513	Grosses réparations	6,4	0		0,00%
2514	Immobilisations non Produites(finex)	4 529,30	2 063,35		9,00%
NLB	Capacité / besoin de financement (SNG-25)	-12 571,10	-5 828,29	46,36%	-37,72%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):				
252	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	201,8	73,81	36,58%	0,51%
2521	Immobilisations financières intérieures	201,8	73,81	36,58%	0,51%
2522	Autres Immobilisations financières intérieures		0		
2523	Immobilisations financières extérieures		0		
2524	Autres Immobilisations financières extérieures		0		
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	282,5	0	0,00%	1,34%
	BAS FODECON	381,8			
	BAS RSU	37,8			
	BAS FCE	35,4			
3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	6 761,20	6 246,30	92,38%	100,00%
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF				
31	CESSION D'ACTIFS	0	0,2		0,00%
32	EMPRUNTS	6 536,60	6 021,10	92,11%	96,39%
321	Emprunts Intérieurs	759	2632,2	346,80%	42,14%
	<i>dt Banque commerciale</i>	759	2632,2	346,80%	42,14%
322	Emprunts Extérieurs	5 777,60	3 389,00		54,26%
33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0	0		
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	224,6	225	100,18%	3,60%
345	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	224,6	225	100,18%	3,60%
349	Autres remboursements de prêts	0	0		
4	CHARGES DE FINANCEMENT	1 296,00	2 242,10	173,00%	100,00%
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF				
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	1 296,00	2 242,10	173,00%	100,00%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	913	2235,6	244,86%	99,71%
	<i>dt Banque Centrale</i>	-460	-1699,1		-75,78%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	383	6,6	1,72%	0,29%

	Principaux agrégats et soldes				
	Solde de base	-2 765,84	-1 756,34	63,50%	
	Solde de base % PIB	-2,49%	-1,20%	48,03%	0,00%
	PIB	110 878,50	146 582,00	146 582,00	146 582,00
	Taux de change USD	9 790,00	9 790,00	9 790,00	9 790,00
	Pression Fiscale hors Dons	16,03%	11,52%	71,86%	0,00%

Tableau 29: Exécution des Investissements par secteurs en milliards de GNF

BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLICS									
PREVISIONS ET EXECUTIONS DU FINANCEMENT EXTERIEUR									
PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR									
Code	Nomenclature	PREVISION FINEX 2020				EXECUTION FINEX 2020			
		PRETS	DONS	TOTAL	Pourcent age	PRETS	DONS	TOTAL	Pourcentag e
1	DEVELOPPEMENT RURAL	406 321,5	251 319,4	657 640,9	9,61%	231 059,82	117 231,36	348 291,18	52,96%
11	Agriculture	347 406,5	175 687,1	523 093,6	7,65%	224 295,74	78 908,01	303 203,75	57,96%
12	Élevage	0,0	8 000,0	8 000,0	0,12%	0,00	0,00	0,00	0,00%
13	Pêche	3 000,0	48 830,0	51 830,0	0,76%	0,00	38 323,35	38 323,35	73,94%
14	Forêt /Hydraulique Villageoise	55 915,0	18 802,3	74 717,3	1,09%	6 764,08	0,00	6 764,08	9,05%
2	MINES INDUSTRIE-EAU-ENERGIE	3 040 566,8	333 469,6	3 374 036,4	49,31%	572 457,99	70 672,95	643 130,95	19,06%
21	Mines -Géologie- Environnement	0,0	55 454,6	55 454,6	0,81%	43 880,09	0,00	43 880,09	79,13%
22	Industrie-PME- Commerce-Artisanat	69 356,8	17 800,0	87 156,8	1,27%	11 680,49	14 674,70	26 355,19	30,24%
23	Eau Urbaine	77 047,0	0,0	77 047,0	1,13%	34 922,60	23 571,45	58 494,05	75,92%
24	Energie	2 784 135,0	260 215,0	3 044 350,0	44,49%	481 974,81	32 426,81	514 401,62	16,90%
25	Hydraulique	110 028,0	0,0	110 028,0	1,61%	0,00	0,00	0,00	0,00%
26	Hotellerie-Tourisme			0,0	0,00%	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
3	INFRASTRUCTURES	1 765 653,4	348 426,0	2 114 079,4	30,90%	561 685,32	0,00	561 685,32	26,57%
31	Urbanisme-Habitat	28 882,4	51 726,0	80 608,4	1,18%	31 557,58	0,00	31 557,58	39,15%
32	Travaux Publics	1 706 771,0	269 700,0	1 976 471,0	28,89%	530 127,74	0,00	530 127,74	26,82%
33	Transport/Météo	30000	27000	57 000,0	0,83%	0,00	0,00	0,00	0,00%
34	Télécom/Postes	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
4	SOCIAL	178 073,7	164 575,7	342 649,4	5,01%	173 582,29	210 420,53	384 002,82	112,07%
41	Santé	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
41	Santé Publiques	84 770,9	97 450,0	182 220,9	2,66%	173 582,29	210 420,53	384 002,82	210,73%
41	Affaires Sociales	0,0	29 411,4	29 411,4	0,43%	0,00	0,00	0,00	0,00%
42	Education	21 714,0	18 214,0	39 928,0	0,58%	1 014,36	0,00	1 014,36	2,54%

42	Enseignement Pré-Universitaire	0,0	0,0	0,0	0,00%	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
42	Enseignement Sup/Recherche Scientifi	71588,8	0	71 588,8	1,05%	0,00	0,00	0,00	0,00%
42	Eenseignement Technique/ Formation Profession	0,0	3 500,0	3 500,0	0,05%	1 014,36	0,00	1 014,36	28,98%
43	Jeunesse et Sports		16 000,3	16 000,3	0,23%	0,00	0,00	0,00	0,00%
5	ADMINISTRATIO N/DECENTRALIS ATION	268 888,7	84 756,0	353 644,7	5,17%	18 294,33	106 929,47	125 223,79	35,41%
51	Admistration Générale	191 384,5	59 756,0	251 140,5	3,67%	3 868,70	34 988,30	38 857,00	15,47%
52	Décentralisation /Sécurité/ Défense	77 504,2	25 000,0	102 504,2	1,50%	14 425,63	71 941,17	86 366,80	84,26%
	TOTAL HORS TAXES	5 659 504,1	1 182 546,7	6 842 050,8	100,00%	1 558 094,10	505 254,32	2 063 348,42	30,16%